



TABLE



des fiches de documentation sur le communisme

Le plus grand atout du communisme, c'est l'ignorance.

Ces fiches font toute la lumière sur le communisme, sur ses méthodes, sur ses hommes, sur ses impostures.

Elles aideront à mettre en déroute les communistes dans toutes les discussions orales et écrites.

La reproduction du texte des fiches est librement autorisée en France sous toutes les formes (affiches, brochures, tracts, etc.).

Les cinq premières, numérotées de A à E, sont spécialement consacrées au « mode d'emploi » des fiches. Ce sont :

- A. — Table des fiches.
- B. — Comment se servir des fiches.
- C. — Face aux communistes en réunion publique.
- D. — Questions à poser aux communistes.
- E. — Comment s'informer sur le communisme.

Les fiches sont numérotées de 1 à 99.

Elles sont ici classées méthodiquement en cinq parties; mais les utilisateurs auront parfois intérêt à les reclasser selon leurs besoins (par exemple, sur le problème de la paix, grouper ensemble les fiches numérotées 1, 2, 2 bis, 25 et 47).

Le numéro et le titre sont inscrits en tête de chaque fiche.

Pour des raisons techniques, certains numéros n'existent pas : ils sont signalés dans la table comme n'existant pas.

I. La vérité sur l'U.R.S.S.

1. — L'U.R.S.S. prépare la guerre pour la domination mondiale.
2. — Les « Combattants de la Paix », instrument de l'impérialisme soviétique.
- 2 bis. — Question aux communistes sur l'occupation de la France par les Russes.
- 5 bis. — Le martyre des paysans : les résultats.
4. — Le Parti communiste en U.R.S.S.
5. — Le martyre des paysans en U.R.S.S.
- 5 bis. — Le martyre des paysans : la répression et les résultats.
6. — Le travail forcé en U.R.S.S.
7. — Les textes officiels et la législation soviétiques prouvent l'existence des camps.
8. — Témoignages des communistes et des amis de l'U.R.S.S. sur le travail forcé.
9. — Des victimes du travail forcé vous parlent.
10. — Vingt millions de bagnards soviétiques au service d'une économie de guerre.
11. — La justice en U.R.S.S.
12. — La condition ouvrière en U.R.S.S.
13. — Les salaires et le niveau de vie en U.R.S.S.
14. — Le syndicalisme en U.R.S.S.
15. — La bureaucratie en U.R.S.S.
16. — La légende de l'« égalité » : les castes en U.R.S.S.
17. — L'industrialisation de l'U.R.S.S.
18. — Ce qu'on appelle « démocratie » en U.R.S.S.
19. — L'U.R.S.S. contre la religion.
20. — Les persécutions religieuses en U.R.S.S.
21. — L'étouffement de l'intelligence en U.R.S.S.
22. — C'est l'U.R.S.S. qui a permis à Hitler de faire la guerre de 1939.
23. — Comment l'U.R.S.S. a « gagné la guerre : l'aide des U.S.A. et de la Grande-Bretagne.
24. — La légende de l'agression capitaliste contre l'U.R.S.S.

II. Comment les Soviets traitent les satellites et les pays conquis

25. — L'U.R.S.S. prépare l'occupation militaire de l'Europe entière.
- 25 bis. — Les communistes et la guerre de Corée.
26. — Comment furent annexés les Etats baltes.

27. — Vassalisation économique des satellites.
 27 *bis.* — La condition ouvrière chez les satellites.
 28. — Soviétisation de l'Europe orientale.
 29. — Russification de l'Europe orientale.
 30. — Le travail forcé dans les pays conquis par l'Armée rouge.
 31. — Persécutions religieuses chez les satellites.
 32. — Collectivisation forcée des terres en Europe orientale.
 33. — Destruction des élites dans les pays conquis.
 33 *bis.* — Destruction du commerce et asservissement de l'artisanat.
 34. — Destruction des partis de gauche et des organisations syndicales dans les pays satellites.
 35. — L'affaire Tito.
 36. — « Cela ne se passerait pas en France » ? Mais si !
 37. — Ceux qui ne veulent pas vivre chez Staline.

III. Le communisme

38. — Dans le monde entier, tous les P.C. sont uniquement aux ordres de l'U.R.S.S.
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 39.
 40. — Ce que le communisme fait de la justice.
 41. — Le communisme contre la liberté.
 42. — Le communisme et la lutte de classes.
 43. — Le communisme et l'enseignement.
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 44.

IV. Le Parti Communiste Français (P.C.F.)

45. — Le P.C.F. n'est pas un parti comme les autres.
 46. — Les courroies de transmission du Parti communiste.
 46. — Les courroies de transmission du P.C.
 47. — Le P.C.F. prépare l'occupation russe en France.
 48. — Le P.C.F. et les Allemands (1939-1941).
 49. — Le P.C.F. et la Résistance (1941-1944).
 50. — La « défense de Paris » (les prétendues « propositions » communistes du 6 juin 1940).
 51. — L'appel du 10 juillet 1940.
 52. — La grève des mineurs de 1941.
 53. — Le P.C.F. et les nationalisations.
 54. — Le P.C.F. et la Sécurité Sociale
 55. — Le P.C.F. et l'Union française

56. — Le P.C.F. et l'Indochine.
 57. — Le P.C.F. contre les libertés républicaines et les institutions parlementaires
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 58.
 59. — Le P.C.F. contre les syndicats.
 61. — Le P.C.F. et le plan Marshall.
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 60.
 62. — Le P.C.F. et les scandales.
 63. — Le P.C.F. et les ouvriers.
 64. — Le P.C.F. et les paysans.
 65. — Le P.C.F. et les classes moyennes.
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 66.
 67. — Le P.C.F. et les intellectuels.
 ● — Il n'existe pas de fiche n° 68.
 69. — Le P.C.F. et les femmes.
 70. — Le P.C.F. et l'armée.
 71. — Comment le Parti Communiste transforme les militants en espions.
 72. — Les communistes et l'Allemagne de 1920 à 1950.
 73. — D'où vient l'argent? Un parti nationaliste étranger.
 74. — Comment on décrit la France au-delà du rideau de fer.
 75. — Crimes et cruautés communistes.

V. Les hommes du communisme en France

- 76-77. — Maurice Thorez.
 78-79. — Marcel Cachin.
 80. — Jacques Duclos.
 81. — Auguste Lecœur.
 82. — André Marty.
 83. — François Billoux.
 84. — Charles Tillon.
 85. — Marcel Paul.
 86. — Florimond Bonte.
 87. — Etienne Fajon.
 88. — Georges Cogniot.
 89. — Arthur Ramette et Raymond Guyot.
 90. — Benoît Frachon.
 91. — Julien Racamond.
 92. — Fernand Grenier.
 93. — Waldeck-Rochet.
 94. — Joliot-Curie.
 95. — Denise Ginollin.
 ● — Il n'existe pas de fiches numéros 96, 97, 98.
 99. — Aragon.



B

Comment se servir des fiches



Il faut d'abord les LIRE avec attention.

Il existe une table des matières générale (voir fiche A). Cette table des matières permet au lecteur de commencer par les questions qui l'intéressent particulièrement ou qu'il connaît le mieux. Mais il est important que les utilisateurs des fiches les lisent *toutes* afin d'être en mesure de situer les questions dans leur ensemble et d'être armés pour répondre à toutes les objections.

La reproduction du texte des fiches est libre :

Sans aucune espèce de formalités, de demande d'autorisation ni de droits d'auteur, la *reproduction orale, écrite et imprimée du texte des fiches est autorisée en France à toute personne publique et privée : écrivains orateurs, journalistes, éditeurs, imprimeurs, etc.*

Le texte des fiches peut-être reproduit ou adapté soit intégralement, soit partiellement, et utilisé librement sur tout le territoire de la France et de l'Union française pour rédiger tracts, brochures, affiches, livres, ordres du jour, résolutions, etc...

Pour une utilisation efficace de l'ensemble des fiches, quelques explications complémentaires sont nécessaires. Les voici.

I. — POURQUOI CES FICHES ?

Ces fiches ont été constituées parce que *jamais* encore le public n'a été informé d'une manière *complète, simple, précise*, sur l'ensemble des questions posées par le communisme.

Les « fiches de documentation anti-communiste » présentent pour la première fois cet ensemble, adapté à la campagne électorale de 1951.

Elles ont été faites pour armer contre le communisme tous les Français *quelle que soit leur appartenance politique ou leur famille spirituelle*, en mettant à leur portée les faits, les documents, les textes, les dates, les références qui concernent le communisme.

II. — METHODE QUI A PRESIDE A L'ELABORATION DES FICHES.

Les « fiches de documentation anti-communiste » sont le résultat d'un long travail collectif, d'abord de préparation, ensuite d'exécution, entrepris depuis plusieurs années.

Chaque fiche est fondée sur une documentation absolument sûre et incontestable, avec des références précises, qui ne risquent aucun démenti valable. Les utilisateurs peuvent se servir de cette documentation avec une entière confiance, nul ne pourra les convaincre d'inexactitude.

La documentation a été rassemblée par les meilleurs spécialistes français des questions concernant la Russie soviétique, ses satellites et le communisme, dans chaque domaine : politique, économique, social, doctrinal, etc.

Cette documentation a été ensuite méthodiquement classée de manière claire et précise, en sorte que chaque fiche contient l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur la question traitée.

III. — QUE CONTIENNENT LES FICHES ?

Les fiches comportent six parties.

1. — La vérité sur la Russie soviétique (fiches 1 à 24).

La propagande communiste parle toujours de l'exemple glorieux de l'U.R.S.S. et cherche à faire croire que la Russie est le « pays du socialisme » et le « pays de la paix ».

Une documentation exacte sur la Russie soviétique montre que la réalité est toute différente : que l'U.R.S.S. est le pays le moins socialiste du monde et que la politique de Staline est une politique impérialiste de conquête et d'annexions. Il est important que la vérité sur l'U.R.S.S. soit portée à la connaissance du public français.

2. — Comment les Soviets traitent les satellites et les pays conquis (fiches 25 à 37).

Il s'agit ici des « démocraties populaires » communistes et des pays annexés (Etats Baltes).

La documentation rassemblée sur ces pays montre ce que font les communistes quand ils sont devenus les maîtres du pouvoir. Elle permet de démontrer, par leurs actes mêmes, que les Partis communistes sont les instruments de la domination russe, et que partout ils procèdent de la même manière, quelles que soient les particularités du pays envisagé.

Il est ainsi possible de comprendre et de démontrer ce que feraient les communistes en France si on les laissait prendre le pouvoir.

3. — Le communisme (fiches 38 à 44).

Fiches de doctrine générale sur le communisme, visant à l'information de ceux — quelle que soit leur tendance propre — qui s'intéressent plus spécialement aux débats théoriques.

4. — Le Parti communiste français (fiches 45 à 75).

Toute l'activité du P.C.F., dans les différents secteurs politiques, économiques et sociaux, a été analysée, classée, expliquée, d'après des faits incontestables et d'après les documents officiels du Parti (déclarations du Bureau Politique ou du Comité Central, prises de position à l'Assemblée nationale ou dans *l'Humanité*, etc).

5. — Les hommes du Communisme en France (fiches 76 à 103).

Les principaux chefs communistes, crypto-communistes et apparentés : leur carrière politique, leurs principales déclarations, leurs actes essentiels.

6. — Mode d'emploi (fiches A à E).

Fiches d'explication et de méthodes, sur l'utilisation des fiches et la propagande contre le communisme.

On verra par la fiche A (table des matières complète des fiches), que certains numéros manquent, et qu'inversement il existe des numéros bis. Cela provient de reclassifications effectués au cours de la rédaction des fiches : *il n'existe pas* de fiches correspondant aux numéros qui ne sont pas mentionnés dans la table des matières.

IV. — LA REFERENCE A LA RUSSIE SOVIETIQUE : TOILE DE FOND PERMANENTE.

La propagande communiste est facilitée par le fait qu'elle promet un paradis à venir.

Or, ce « paradis » existe : l'U.R.S.S.

Et l'U.R.S.S., c'est un enfer.

Sur chaque question (questions paysannes, condition ouvrière, démocratie, etc.), il est indispensable de se reporter à la fiche qui traite de l'U.R.S.S. afin de trancher les mensonges communistes à leur racine, par la vérité sur la Russie.

Dans la mesure où ces fiches seront méthodiquement utilisées, il ne pourra plus y avoir en France d'ignorance sur les questions soviétiques et communistes.

Et c'est l'ignorance qui est le plus grand atout du Parti communiste, parti d'obscurantisme au service de la conquête soviétique.

V. — TRAVAIL DE PREPARATION ET DE CLASSEMENT

Pour une utilisation efficace des fiches, il importe que chacun fasse un *travail personnel* et classe les fiches selon ses méthodes, ses préoccupations, ses compétences et ses tendances.

Ne pas oublier que la plupart des questions se trouvent traitées dans chacune des 5 parties. Ainsi, par exemple, pour parler devant un auditoire paysan, on ne se contentera pas de la fiche n° 64 : *Le P.C.F. et les paysans*, mais on se reportera également aux fiches 5 et 5 bis : *Le*

martyre des paysans en U.R.S.S. à la fiche 32 : Collectivisation forcée des terres en Europe orientale et à la fiche Waldeck Rochet.

VI. — LES « QUESTIONS » A POSER AUX COMMUNISTES.

Ces questions qui se trouvent à la suite de certaines fiches, et dont les plus importantes ont été rassemblées fiche D, ont été élaborées par plusieurs spécialistes expérimentés de la contradiction en réunion publique, et sont particulièrement efficaces. Pour les utiliser avec succès, il suffit que celui qui les pose ait assimilé la documentation des fiches sur le point mis en question.

Il est naturellement possible de formuler un grand nombre d'autres « questions » en se servant de la documentation des fiches et en utilisant les événements de la politique locale.

VII. — RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Si vous désirez des renseignements complémentaires ou des explications sur tel ou tel point particulier de la documentation rassemblée dans les fiches :

1. — Reportez-vous aux indications de la fiche 107.
2. — adressez-vous au Secrétariat Général de votre Parti, du groupement ou du journal qui vous a fourni ces fiches.

VIII. — NE LAISSEZ JAMAIS UNE ATTAQUE COMMUNISTE SANS REPOSE. ET VOUS-MEME ATTAQUEZ HARDIMENT.

Que vous soyez journaliste ou orateur, qu'il s'agisse de réunions publiques, de conférences, de tracts, de brochures, d'articles de journaux, ne laissez jamais une attaque communiste sans réponse.

Les fiches vous permettent de répondre victorieusement à toutes les attaques.

Elles vous permettent en outre de prendre l'offensive pour libérer la France du Parti communiste, qui est le parti de l'occupation russe.

Ne laissez aucun mensonge communiste sans réfutation. Puis attaquez hardiment sur les sujets dont les communistes se gardent bien de parler : l'inégalité en U.R.S.S., le travail forcé, la collectivisation *forcée* des terres, l'impérialisme soviétique, la tyrannie du Parti. Les communistes sont des esclavagistes au service de l'Etranger, ils ont contre eux les forces de la vérité, de la justice, du progrès.

Il est facile, à quiconque sera armé de la documentation des fiches, de culbuter toutes les impostures du Parti communiste.





Face aux communistes en réunion publique



Cette fiche apporte quelques indications directrices sur la manière :

1. de porter la contradiction aux communistes en réunion publique ;

2. de répondre à la contradiction communiste en réunion publique.

I. — COMMENT PORTER LA CONTRADICTION AUX COMMUNISTES EN REUNION PUBLIQUE.

Plusieurs cas peuvent se présenter :

1°. — DEBAT ORGANISE.

On propose aux candidats et orateurs communistes une réunion contradictoire, dans une salle qui sera occupée pour moitié par les militants communistes et pour moitié par les militants anti-communistes.

Le où les orateurs seront désignés à l'avance ; le temps de parole et le temps de réponse seront fixés avant la réunion, et d'une durée égale pour les deux parties.

2°. — CONTRADICTION PORTEE A L'IMPROVISTE DANS UNE REUNION COMMUNISTE.

Deux manières :

1. — L'orateur anti-communiste s'y rend seul. En ce cas, lorsqu'il demande la parole pour porter la contradiction, il déclare : « *Je suis seul et je me mets sous la sauvegarde de la salle.* »

2. — L'orateur anti-communiste est accompagné d'un groupe de militants pour assurer éventuellement sa protection.

II. — COMMENT REPONDRE A LA CONTRADICTION APPOREE PAR UN COMMUNISTE.

Quand un orateur communiste vient apporter la contradiction, il faut, *dans tous les cas sauf un* (voir le cas indiqué dans la fiche n° 2 bis) *le laisser parler.*

Pour cela : *proposer un débat organisé.*

En effet, les fiches permettent de répondre à toutes les questions ou contradictions apportées par les commu-

nistes, et de stigmatiser irréfutablement les impostures de la propagande du P. C.

Donc : laisser l'orateur communiste poser ses questions, ou même convenir avec lui d'un temps de parole raisonnable (variable selon les circonstances) pour qu'il expose son argumentation.

A la seule condition d'être exactement *documentés*, les orateurs anti-communistes l'emporteront *toujours* dans la discussion.

III. — QUE FAUT-IL DIRE EN FACE D'UN ORATEUR COMMUNISTE ?

1°. — IL FAUT REpondRE.

(a) D'ABORD A CE QU'IL A DIT, en démasquant ses mensonges ;

(b) ENSUITE A CE QU'IL N'A PAS DIT, et qui est l'essentiel, et sur quoi il convient de faire porter l'attaque.

Exemple :

Les communistes parlent du pacte germano-soviétique, et ce qu'ils en disent est un mensonge : *il faut réfuter ce mensonge* ;

mais ensuite *il faut parler de ce dont ils ne parlent pas* : les inégalités sociales et les privilèges en U.R.S.S., le travail forcé, la suppression des congrès du P.C. russe, etc.

Second exemple :

Les communistes s'étendent avec détails sur l'occupation américaine. Cette présence de soldats américains en France, *présentée comme ils la présentent, est un mensonge* : il faut réfuter ce mensonge (voir fiche n° 47). Mais ensuite il faut parler de ce qu'ils taisent : l'impérialisme soviétique et les préparatifs d'occupation russe de la France.

2°. — IL FAUT PRENDRE ACTE.

Toutes les fois où l'orateur communiste *ne répond pas* à une question ou à une objection, ou bien *répond à côté*, il faut en prendre acte publiquement et le souligner.

3°. — NE JAMAIS OUBLIER L'ORDRE DU JOUR.

Toutes les fois où la chose est possible, il ne faut pas laisser la réunion se terminer sans avoir fait adopter par l'assistance un ordre du jour.

1. une condamnation du P.C. comme parti de l'étranger ;

2. une condamnation du P.C. comme instrument de l'impérialisme soviétique, fauteur de guerre et préparant l'occupation russe de la France.

Cet ordre du jour doit être ensuite diffusé par tous les moyens possibles : journaux, tracts, affiches, etc.

IV. — SUJETS A TRAITER.

Le choix des sujets dépend des circonstances, de l'auditoire, etc. Les fiches permettent de préparer un discours, un exposé ou une contradiction sur tous les sujets se rapportant au communisme.

Mais il est *instamment recommandé* à tous les orateurs anti-communistes de traiter de préférence (et sans oublier de réfuter tous les autres mensonges apportés par les communistes) la question de l'impérialisme soviétique et du Parti communiste au service de Staline.

La propagande électorale des communistes aura pour thème essentiel (imposé par Staline dans ses déclarations à la *Pravda* de février 1951) la lutte contre le réarmement, au nom de la paix.

Or c'est l'impérialisme stalinien, annexionniste et fauteur de guerre, qui est responsable du réarmement et qui l'a rendu nécessaire.

Et toute la campagne prétendument pour « la paix » que mènent les communistes est une immense imposture qui a pour but de livrer à l'U.R.S.S. les peuples occidentaux sans défense.

Il importe avant tout que les orateurs anti-communistes soient parfaitement documentés sur cette question essentielle.

Pour cela il faut étudier à fond, et sans en omettre aucune, les fiches suivantes :

1. L'U.R.S.S. prépare la guerre pour la domination mondiale.
2. Les « Combattants de la Paix », instrument de l'impérialisme soviétique.
- 2 bis. Question aux communistes sur l'occupation de la France par les Russes.
22. C'est l'U.R.S.S. qui a permis à Hitler de faire la guerre de 1939.
25. L'U.R.S.S. prépare l'occupation militaire de l'Europe entière.
38. Dans le monde entier tous les P. C. sont uniquement aux ordres de l'U.R.S.S. et de Staline.
47. Le P.C.F. prépare l'occupation russe en France.
48. Le P.C.F. et les Allemands (1939-1941).
- 48 bis. Les communistes ont saboté les fabrications de guerre en 1939-1940.
70. Le P.C.F. et l'armée.

Et la fiche n° 95 sur Denise Ginollin.

V. — UN PIEGE COMMUNISTE.

Il arrive que les communistes fassent porter la contradiction à leurs adversaires par un orateur qui déclare : « *Je ne suis pas communiste* », mais qui développe tous les thèmes de la propagande communiste.

Cet orateur se présente comme un « sympathisant », comme un « progressiste », comme un « combattant de la paix », ou plus souvent comme un « *sans-parti* », *n'adhérant à aucune sorte de groupement.*

Le but de cette manœuvre est le suivant : il s'agit de faire présenter les thèmes communistes par quelqu'un à qui l'on ne puisse répondre par des critiques sur le P. C. ou sur l'U.R.S.S.

Dans ce cas, il faut poser à cet orateur « sans-parti » la question suivante :

— **Puisque vous n'êtes pas adhérent au Parti communiste, voulez-vous indiquer sur quel point vous êtes en désaccord avec la politique du P.C. ?**

S'il ne peut en indiquer aucun, il est démasqué et ridiculisé.

Et s'il en indique un, il faut pousser la critique sur ce point, *et lui faire signer un ordre du jour condamnant à ce point de vue l'attitude du P. C.*

VI. — LA VERITE EST LA PLUS FORTE.

Les communistes seront *partout* battus si les orateurs anti-communistes *connaissent* la vérité et la *disent*.

Le Parti communiste est un parti de tyrannie et d'impérialisme au service de l'étranger

La Russie est le pays le moins socialiste du monde et le plus dangereux fauteur de guerre.

Les communistes français se moquent des intérêts du peuple, et *utilisent* les revendications sociales *au service* d'une politique qui n'est même pas *leur* politique, mais qui est la politique impérialiste russe.

La documentation réunie dans les fiches le prouve, et donne les moyens de le prouver à tous les auditeurs.

Il suffit de faire patiemment et méthodiquement connaître la vérité au peuple français pour que l'impopularité communiste s'écroule.

Les communistes sont l'ennemi n° 1 de la paix, de la liberté et de la justice.

Il est facile de le faire comprendre au bon sens français.

Mais à la condition d'être présents partout et toujours pour démasquer les mensonges du Parti communiste, et pour stigmatiser implacablement ses crimes contre la liberté et contre la paix.



D

Questions à poser aux communistes



Le nombre de questions à poser aux communistes en réunion publique est naturellement illimité. En s'appuyant sur la documentation des fiches, chacun peut formuler les questions qu'il estimera les plus opportunes dans chaque cas, en les actualisant et en les localisant conformément aux indications de la fiche n° B : *Comment se servir des fiches.*

La question la plus importante a été traitée à part, dans la fiche n° 2 bis.

Plusieurs questions à poser ont été indiquées à la fin de certaines fiches.

On trouvera rassemblées ici quelques questions d'une efficacité éprouvée.

Pour l'emploi de ces questions, il faut et il suffit :

1. — de se souvenir des recommandations générales sur la contradiction en réunion publique, contenues dans la fiche n° B ;

2. — d'avoir étudié et assimilé les fiches qui traitent l'ensemble du problème auquel la question se rapporte (l'indication des numéros de ces fiches est donnée ci-dessous à la suite de chaque question).

**

Nous sommes à une époque où, avec les Auberges de la jeunesse, le vélo, le camping, etc., les voyages sont devenus beaucoup moins coûteux : tout le monde peut aller partout, — sauf chez Staline (Russie et satellites). Pourquoi ?

Tous les grands pays publient des statistiques détaillées sur leur situation économique et sociale : même l'Amérique, qui est, d'après les communistes, un pays « impérialiste et fauteur de guerre », ne considère pas ces statistiques comme un secret d'Etat. Seule l'U.R.S.S. ne fournit que des statistiques globales, de préférence en pourcentages, en tous cas les moins détaillées et les moins complètes du monde. Pourquoi ?

Si l'U.R.S.S. était vraiment « le pays du socialisme » et si les satellites étaient d'heureuses « démocraties populaires », les communistes ne devraient-ils pas souhaiter, organiser eux-mêmes la comparaison avec les pays « capitalistes » ?

(Fiches numéros 6, 12, 13, 16, 17).

— *Des pays de secret policier, de contrainte universelle, représentent par définition le contraire de l'idéal socialiste et de l'idéal démocratique.*

Ce que veut surtout dissimuler Staline, fauteur de guerre n° 1, ce sont les armements formidables de l'U.R.S.S.

Jdanov, chef du Kominform, aujourd'hui décédé, déclarait : « L'aide américaine entraîne automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette aide. »

Or quel est le pays qui ces dernières années, a bénéficié de l'aide américaine la plus considérable ?

(Fiche n° 23.)

— *C'est l'U.R.S.S., de 1941 à 1945.*

Quel est en U.R.S.S. le rôle du syndicalisme ouvrier dans la fixation des salaires, dans la détermination de la durée de travail et des normes de production ?

(Fiche n° 14).

— *Absolument aucun rôle. Le barème des salaires, etc., doivent être laissés entièrement entre les mains des dirigeants communistes de l'industrie, disent la Pravda et le Troud (cités fiche n° 14). A quoi sert donc le syndicalisme en U.R.S.S. ? A embrigader plus étroitement les ouvriers sous le commandement du Parti communiste : les syndicats poussent les ouvriers au travail et à la production, font la propagande du Parti et servent à la délation des réfractaires.*

Pourquoi la phrase de Lénine, inscrite en lettres d'or sur la Place rouge à Moscou : « La religion est l'opium du peuple », a-t-elle été enlevée en 1942 ?

Et pourquoi Staline a-t-il modifié l'attitude du P.C. russe à l'égard des organisateurs de la religion orthodoxe à partir de 1941 : arrêt des persécutions, réouverture de certaines églises, autorisation de célébrer certaines fêtes religieuses ?

(Fiche n° 19).

— *Parce que Staline se sert actuellement de la religion orthodoxe (contrôlée par le Parti communiste, conformément à l'article 126 de la Constitution, et par le M.V.D., ex-N.K.V.D.) au profit de l'impérialisme russe, depuis le tournant « militariste » et « nationaliste » de 1941. Et cela sur un double plan :*

1. — *A l'intérieur, pour tenter de rallier au régime soviétique les masses paysannes restées sentimentalement attachées à la religion orthodoxe;*

2. — *A l'extérieur, pour favoriser un regroupement panslaviste et impérialiste des slaves orthodoxes, tout en suscitant contre les églises catholiques et protestantes l'opposition internationale d'une Eglise orthodoxe contrôlée par la police soviétique.*

Avec quelles ressources vit et travaille en U.R.S.S. la hiérarchie supérieure de l'Eglise orthodoxe ?

(Fiche n° 19).

— *Avec un budget officiel de l'Etat soviétique. Ce budget est alloué à la hiérarchie supérieure de l'Eglise orthodoxe en raison des services rendus à l'impérialisme stalinien. Et c'est la hiérarchie qui distribue une partie de ces subventions au clergé des paroisses.*

Qu'appelle-t-on en Russie un « koulak » ? Et qui a lancé le mot d'ordre en U.R.S.S. : « Il faut détruire les koulaks ? »

(Fiches numéros 5, 5 bis et 32).

— *Selon Staline, le mot russe koulak désigne un paysan moyen, travaillant lui-même sa terre, avec ou sans l'aide de quelques journaliers.*

C'est Staline lui-même qui a lancé le mot d'ordre : « détruire les koulaks ». En U.R.S.S., le maître du pouvoir est donc pour la destruction du paysan moyen.

Qu'est-ce qu'un « kolkhozien » ?

(Mêmes fiches).

— *Un « kolkhozien », paysan travaillant dans un « kolkhoze » (ferme collective), c'est à la fois un fermier et un métayer. En France les métayers et fermiers ont pour eux la libre disposition de 50 % à 75 % de leur production. En U.R.S.S., le kolkhozien est à la fois un fermier et un métayer, mais qui doit livrer TOUTE sa production à l'Etat ; et c'est l'Etat qui assure sa subsistance, en argent, selon la production.*

C'est un statut sensiblement analogue à la condition d'esclave.

Qui est propriétaire des moyens de production agricole en U.R.S.S. ?

(Mêmes fiches).

— *C'est l'Etat, et seulement l'Etat. Cela est inscrit dans la Constitution soviétique, article 6 (1) : les « stations de machines et de tracteurs », qui monopolisent tous les instruments de production agricole, appartiennent à l'Etat.*

(1) Constitution de l'U.R.S.S., article 6 : *La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts..., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat, sovkhoses, stations de machines et de tracteurs, etc..., sont la propriété de l'Etat.* »

Existe-t-il en U.R.S.S. des ouvriers agricoles ?

(Mêmes fiches).

— *Il n'y a que cela.*

En effet tous les paysans propriétaires, tous les fermiers, tous les métayers existant en Russie avant la « collectivisation agricole » sont maintenant de véritables prolétaires, et cela d'après les caractéristiques de la théorie marxiste-léniniste elle-même, puisqu'aucun d'eux n'est propriétaire des moyens de production : machines, cheptel vif et mort, et terres.

Avec quelles ressources vit et travaille en U.R.S.S. une vache crève de maladie ?

(Mêmes fiches).

— *Il peut être accusé de « sabotage » et d'« attentat contre la propriété socialiste », d'après le décret de Staline publié dans les Izvestia (2) du 6 août 1932 (et toujours en vigueur), et condamné à la déportation ou à la mort.*

Que peut-il arriver en U.R.S.S. à un paysan qui, ayant réussi à mettre de côté un sac de grain, décide de le faire moudre ?

(Mêmes fiches).

— *Cet acte, en vertu du décret du 10 mars 1933 (et toujours en vigueur) est considéré comme un « sabotage du plan de collecte des céréales » et il est puni « sur la base du paragraphe 7 de l'article 58 du Code pénal ». Or, ce paragraphe prévoit la déportation en Sibérie ou la mort par les armes.*

N'importe quel citoyen peut-il être candidat aux élections en U.R.S.S. ?

(Fiche n° 18).

— *Non : seulement le candidat officiel désigné par le Parti communiste.*

En effet, pour être candidat il faut être présenté par une « organisation légalement constituée » (article 141 de la Constitution). Or, toute organisation légale fonctionne sous le contrôle et la direction du Parti communiste (article 126 de la Constitution).

Le XV^e Congrès du P.C. russe, tenu en 1927, avait décidé de se réunir « au moins une fois tous les deux ans ».

Combien de fois s'est-il effectivement réuni depuis lors ?

(2) Quotidien officiel du gouvernement soviétique.

(Fiche n° 4).

— *Trois fois : le XVI^e en 1930, le XVII^e en 1934, le XVIII^e et dernier en 1939.*

En vingt ans, le P.C. russe n'a eu que deux Congrès. Depuis douze ans, il n'y a eu aucun congrès du P.C. russe.

C'est ce que les communistes appellent « la démocratie intérieure » du Parti.

La vérité est que Staline ne peut pas faire le bilan public de son action, prétendument « pour le socialisme », au cours des douze dernières années.

A quelle date les communistes français sont-ils devenus anti-hitlériens ?

(Fiches numéros 48 et 72).

— *En 1935 (Hitler arrive au pouvoir en 1933; encore le 15 mars 1935, Maurice Thorez déclarait à la tribune de la Chambre que les communistes ne résisteraient pas à une agression hitlérienne; voir texte cité dans la fiche n° 48). Les communistes cessent d'être antihitlériens en 1939, à cause de l'alliance Hitler-Staline; et ils ne le redeviennent qu'en 1941.*

A quelle date les communistes ont-ils pour la première fois parlé de leur « proposition du 6 juin pour la défense de Paris et la lutte à outrance contre les Allemands » ?

(Fiche n° 50).

— *En 1943 seulement. Ces « propositions » sont un faux fabriqué après coup pour dissimuler et faire oublier leur trahison. En 1940, ils étaient partisans de la « paix immédiate » aux conditions d'Hitler.*

Quel est le chef politique qui, de toute l'histoire de France, a prononcé les paroles les plus féroces à l'égard des ouvriers ?

(Fiche n° 63).

— *C'est Auguste Lecœur, secrétaire du P.C.F., à la Préfecture de Metz en 1946 (paroles citées à l'Assemblée et reproduites au Journal Officiel du 18 février 1949, page 741) : « A l'heure actuelle, il n'y a pas de problème humain. Il faut que les mineurs produisent coûte que coûte, même s'il faut que cent mineurs tombent sur le tas de charbon comme les soldats tombèrent à l'attaque pendant la guerre ».*

Pourquoi le Parti communiste se sert-il pour la formation de ses militants de l'Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., rédigée par Staline et présentée en français par G. Cogniot.

(Fiche n° 88).

— *Parce que le P.C.F. est un parti russo-stalinien et non pas un parti français. Le P.C.F. méprise le mouvement ouvrier français et méconnaît ses traditions. Il ne fait pas étudier l'histoire du mouvement ouvrier en France mais, d'abord et avant tout, l'histoire du parti russe de Lénine-Staline.*

Quel est le parti français le plus riche ? Celui qui depuis 1944 a visiblement dépensé le plus d'argent en journaux, brochures, affiches, tracts, etc. ?

(Fiche n° 73).

— *C'est le P.C.F. Ses dépenses visibles dépassent énormément ses ressources avouées. Le P.C.F., le plus riche parti de France, est le parti de l'argent. . .*

Quel est le partisan du réarmement français qui, plusieurs mois après l'armistice de 1945, déclarait :

« Demain, les munichois nous diront que nous sommes trop pauvres pour mener de front la renaissance économique et la création d'une armée nationale. Ceux qui raisonnent ainsi n'ont plus confiance dans la capacité de travail et de redressement de notre peuple. L'indépendance d'un pays comme le nôtre ne peut se concevoir sans une grande industrie moderne et sans l'armée nationale et républicaine capable d'assurer le respect de son indépendance. »

(Fiche n° 70).

— *C'est le communiste Benoît Frachon. Le texte de sa déclaration a été publié dans l'Humanité du 29 juillet 1945.*

Qui donc, après la défaite française de 1940, a parlé de cette défaite en ces termes : « Nous sommes au quatorzième mois de la guerre impérialiste en Europe et nous avons sous les yeux le bilan suivant : un puissant impérialisme a été abattu. »

(Fiche n° 48).

— *C'était un article signé Maurice Thorez et Jacques Duclos, dans les Cahiers du bolchevisme, numéro du premier trimestre 1941, page 6. Jusqu'en juin 1941, le P.C.F. demeura le fidèle serviteur de la politique germano-russe contre la France.*





Comment s'informer sur le communisme



La plus grande force qui joue en faveur du communisme, c'est l'ignorance.

Le communisme est en effet une forme d'obscurantisme systématique, qui tend à accréditer des mensonges et des impostures en les répétant indéfiniment avec d'énormes moyens matériels de publicité et de propagande : journaux, affiches, tracts, brochures, livres, etc.

Il suffit d'une information sûre et vérifiée, d'une documentation exacte pour éviter les pièges de la propagande communiste et démasquer ses truquages et ses tromperies.

Le communisme profite de l'ignorance : c'est par la connaissance, réfléchie, assimilée et diffusée, des problèmes que pose le communisme, que le communisme sera vaincu.

Voici comment s'informer méthodiquement sur le communisme.

I. — LES FICHES.

Dans les fiches est rassemblée, sous une forme claire et maniable, une énorme documentation. Voir à ce sujet fiche B : *Comment se servir des fiches*, et fiche A : *Table des matières*.

Il faut actualiser la documentation contenue dans les fiches.

Les fiches permettent à celui qui les utilise de porter une appréciation sur les nouvelles (vraies et fausses) qui paraissent quotidiennement dans la presse au sujet du communisme. Muni des fiches, chacun peut faire lui-même un travail critique par lequel sa documentation sera tenue à jour.

II. — PUBLICATIONS SPECIALISEES SUR LE COMMUNISME.

Voici la liste des principales publications françaises qui apportent une information suivie sur le communisme :

— **B.E.I.P.I.** (*Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*, 354, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}) : informations et études sur les problèmes politiques, économiques et sociaux en Russie soviétique, dans les « démocraties populaires » et dans les Partis communistes du monde entier.

— **Cahiers mensuels de Spartacus** (5, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, Paris 3^e) ; études sur le communiste international.

— **Masses - Informations** (13, rue Jules-Simon, Paris 15^e) : informations sur le communisme en Tchécoslovaquie.

— **Défendre la Vérité**, bulletin hebdomadaire de presse de « Paix et Liberté » (167, rue de l'Université, Paris 7^e).

— **L'Observateur catholique** (3, rue de Vienne, Paris 8^e).

— **Cahiers critiques du communisme** (publication doctrinale rédigée du point de vue de la philosophie chrétienne), 185 rue de la Pompe, Paris.

— **Preuves** publié par le Comité de défense des amis de la liberté et de la culture, 41, avenue Montaigne, Paris-VII^e.

— **Contacts** (analyses régulières des ouvrages traitant les questions communistes), 62, rue Nationale, Paris 13^e.

Consultez la presse, les revues, les bulletins de vos groupements qui vous apportent des nouvelles et des commentaires d'actualité susceptibles de compléter votre documentation.

III. — BIBLIOGRAPHIE.

Il existe un certain nombre d'ouvrages permettant d'étudier sérieusement le communisme. Nous n'indiquerons ici que les principaux ouvrages ayant un intérêt général. On peut compléter cette liste, pour les questions plus particulières, avec les livres cités en référence dans les fiches, et avec les bibliographies qui figurent dans la plupart de ces ouvrages.

1^o. — SUR LA RUSSIE SOVIETIQUE.

A. Ciliga. *Dix ans derrière le rideau de fer* (2 volumes, Plon 1950).

Castro Delgado. *J'ai perdu la foi à Moscou* (Gallimard 1950).

Dallin. *La vraie Russie des Soviets* (Plon, 1948).

Yvon. *L'U.R.S.S. telle qu'elle est* (Gallimard 1938).

2^o. — SUR LE TRAVAIL FORCE EN U.R.S.S.

Elinor Lipper. *Onze ans dans les bagnes soviétiques* (Nagel 1950).

J. Margoline. *La condition inhumaine* (Calmann-Lévy, 1949).

J. Czapski. *Terre inhumaine* (Plon, 1949).

Dallin et Nicolaevsky. *Le travail forcé en U.R.S.S.* (Somogy 1949).
et : *Le procès des camps de concentration soviétiques* (édité par Wapler, 6, rue de Londres, Paris).

3°. — SUR LES PAYS SATELLITES.

Sorana Gurian. *Les Mailles du filet* (Calmann-Lévy 1950).
Reuben H. Markham. *La Roumanie sous le joug soviétique* (Calmann-Lévy 1949).
Nicolas Clarion. *Le glacis soviétique* (Somogy, 1948).

4°. — SUR L'ALLIANCE HITLER-STALINE (1939-1941).

A. Rossi. *Deux ans d'alliance germano-soviétique* (Fayard 1949).

5°. — SUR LES AGENTS SOVIETIQUES A L'ETRANGER.

Richard Hirsch. *Espionnage atomique* (Sfelt, 1948).
V. Krivitsky. *J'ai été un agent de Staline* (Coopération, Paris 1940).

6°. — SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Maurice Ceyrat. *La trahison permanente : parti communiste, et politique russe* (Spartacus).
A. Rossi. *Physiologie du Parti communiste français, 1940-1941.* (Self, 1948).
A. Rossi. *Les communistes français pendant la drôle de guerre* (Plon, 1951).



I

L'U.R.S.S. prépare la guerre pour la domination mondiale

Au nom de la paix (disent-ils) les communistes font campagne contre le réarmement (pourtant très limité) de la France.

Mais la vérité, c'est que le monde entier est menacé par les formidables préparatifs de guerre que font l'U.R.S.S. et ses satellites.

Voici les faits dont les communistes ne parlent jamais :

1. — En U.R.S.S. le service militaire obligatoire est de 3 à 5 ans ;

2. — Dans les « démocraties populaires », le service militaire obligatoire est de deux ans dans l'armée de terre, et trois ans dans l'aviation ;

3. — En 1949, c'est-à-dire avant la guerre de Corée, le budget militaire de l'U.R.S.S. était officiellement de 80 milliards de roubles (soit 20 milliards de dollars), tandis que le budget militaire des U.S.A. était seulement de 12 milliards de dollars.

4. — Le budget de guerre de l'U.R.S.S. pour 1951 (96 milliards et demi de roubles, soit 8.500 milliards de francs), correspond à une contribution moyenne de 47.200 francs par habitant ; tandis qu'en France le budget militaire de 1951 ne représente que 17.620 francs par habitant.

L'énorme machine de guerre entretenue et développée par Staline est pour tous les pays libres le plus grand danger et le problème n° 1.

I. — LE BUDGET DE GUERRE DE L'U.R.S.S.

1°. — LES CHIFFRES OFFICIELS.

Les chiffres officiels du gouvernement soviétique pour 1951 annoncent 96 milliards de roubles pour le budget de guerre (soit 8.352 milliards de francs).

Ce budget de guerre avait été de 82 milliards de roubles en 1950 et, en 1949, de 80 milliards de roubles (1).

2°. — VOICI POURQUOI LES CHIFFRES SONT INFÉRIEURS A LA REALITE.

Ces chiffres sont les chiffres officiels du budget militaire soviétique.

(1) Chiffres soviétiques officiels, reproduits dans le B.E.I. I. I. (Bulletin d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales, 354, Rue Saint-Honoré Paris 1^{er}), avril 1951, n° 44.

Or, il existe des dépenses militaires qui ne sont pas comprises dans ces chiffres, mais qui sont inscrites au chapitre « financement de l'économie nationale ».

En effet, ce « financement de l'économie nationale » comporte notamment 132 milliards de roubles (soit 12.184 milliards de francs) pour des « grands travaux », dont la répartition précise n'est plus indiquée par le gouvernement soviétique depuis l'année 1948.

C'est là que se trouvent les dépenses concernant les industries d'armement, les travaux stratégiques et les recherches atomiques.

3°. — LE MENSONGE COMMUNISTE DES « POURCENTAGES ».

Les communistes connaissent ces chiffres accablants. Pour en dissimuler l'énormité, ils ont recours à l'artifice des pourcentages.

Ils disent : le budget de guerre de l'U.R.S.S. ne représente que 21 % du budget total en 1951 (en 1950 et en 1949, 19 % ; en 1948, 18 %).

Mais ils mentent par omission :

En effet, dans les démocraties occidentales, le budget de l'Etat ne représente que 30 à 50 % de l'ensemble du revenu national ;

En U.R.S.S. au contraire, où tout est étatisé, le budget de l'Etat représente 99 à 100 % du revenu national.

Ce qui fait que si le pourcentage du budget consacré aux dépenses militaires n'apparaît que moyennement élevé (21 %), les sommes auxquelles correspond ce pourcentage sont énormes (8.352 milliards de francs).

Employant 21 % de son budget à des dépenses militaires, c'est en réalité 21 % de l'ensemble du revenu national soviétique que l'U.R.S.S. consacre à la guerre.

Dans aucune nation occidentale, les dépenses militaires ne dépassent 15 % du revenu national.

4°. — LE RESULTAT, AVOUE PAR LE SENATEUR COMMUNISTE DEMUSOIS.

Grâce à ces colossales dépenses militaires, l'U.R.S.S. dispose de 175 divisions d'active, dont 50 blindées, représentant 4 millions d'hommes sur le pied de guerre (sans compter les armées des pays satellites).

Le sénateur communiste Demusois a reconnu l'exactitude de ces chiffres dans sa déclaration au Conseil de la République du 14 novembre 1950.

Demusois a simplement tenté de donner la justification suivante :

Cela ne représente, a-t-il dit, que 12 soldats russes pour 100 km. de frontières, tandis qu'avec le service de 18 mois la France dispose selon lui de 154 hommes pour 100 km.

Mais le sénateur communiste Demusois a sciemment omis de compter les frontières de l'Union française, dont la France a la charge militaire. Si bien qu'en réalité, avec

le service de dix-huit mois, la France dispose seulement de 6 hommes par 100 km. de frontières, tandis que l'U.R.S.S. en a 12.

II. — LES SATELLITES D'EUROPE ORIENTALE : PLUS D'UN MILLION D'HOMMES SUR LE PIED DE GUERRE.

Les satellites soumis à l'U.R.S.S. (Pologne, Allemagne de l'Est, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Albanie) ont plus d'un million d'hommes sur le pied de guerre : c'est-à-dire, à eux seuls, davantage que les pays européens du Pacte Atlantique.

La Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie avaient, dès le début de 1950, deux fois plus d'hommes sous les drapeaux que ne le permettent les traités de paix à ces anciens alliés de l'Allemagne : en janvier 1950, l'armée hongroise est de 100.000 hommes, l'armée bulgare de 190.000 hommes, l'armée roumaine de 275.000 hommes.

Et partout ce sont des *chefs russes* qui commandent ces armées satellites : le maréchal soviétique Rokossovski en Pologne, le colonel-général soviétique Gusev en Tchécoslovaquie, le général soviétique Panchevski en Bulgarie, le général soviétique Bata en Hongrie, etc.

III. — LA DECLARATION STALINE DE FEVRIER 1951.

Dans cette fameuse « déclaration pour la paix » que les communistes utilisent dans leur propagande, *Staline ne dit pas un mot des effectifs et des budgets militaires comparés de l'U.R.S.S. et des pays occidentaux.* C'était pourtant le point décisif : mais ces chiffres (cités plus haut) démontrent irréfutablement que c'est l'U. R. S. S. seule qui menace la paix du monde. Aussi Staline les passe sous silence.

Ce silence est déjà un aveu.

Mais, en outre, dans ses déclarations, Staline se démasque deux fois :

1°. — STALINE DEMENTI PAR L'ORGANE OFFICIEL DE L'ARMÉE ROUGE.

Staline a déclaré :

« *Aucun Etat, pas même l'U.R.S.S., n'est capable de développer l'industrie civile, commencer les grandes constructions de stations hydro-électriques sur la Volga, le Dniepr et l'Amou-Daria, qui nécessitent des dizaines de milliards de dépenses budgétaires, continuer une politique systématique de baisse des prix des articles de consommation courante, demandant également des dizaines de milliards de dépenses budgétaires, investir des centaines de milliards pour la reconstruction de l'économie nationale détruite par les occupants allemands et en même temps multiplier ses forces armées et développer l'industrie de guerre.* »

4

Cela aussi, c'est l'équivalent d'un aveu : En effet, si Staline en est réduit à employer ces arguments qui ne prouvent rien (voir ci-dessous), c'est qu'il ne peut en utiliser d'autres, et qu'il ment.

Voici pourquoi les arguments de Staline ne prouvent rien :

1. — « Aucun Etat, pas même l'U.R.S.S... » Mais si l'U.R.S.S. est « le pays du socialisme », comme le prétendent les communistes, il n'y a (d'après la théorie marxiste) aucune commune mesure entre les possibilités d'un Etat capitaliste et celles d'un Etat socialiste : l'Etat socialiste ayant supprimé tous les profits capitalistes doit disposer (toujours d'après la théorie marxiste) d'énormes disponibilités : Par cet argument Staline contredit la Théorie marxiste-léniniste (2).

2. — Les U.S.A., qui ont fourni un immense effort de guerre en 1941-1945 contre l'Allemagne et le Japon, qui ont armé et aidé l'U.R.S.S. dans des proportions considérables (3), n'en jouissent pas moins aujourd'hui d'un standard de vie moyen 4 fois supérieur à celui de la France et 8 fois supérieur à celui de l'U.R.S.S. (4).

Il faut remarquer en outre que le soldat américain touche 75 dollars par mois, tandis que le soldat soviétique, ne touche que l'équivalent de 7 dollars et demi, c'est-à-dire exactement dix fois moins.

3. — La « politique systématique des articles de consommation courante » est une imposture soviétique : les spectaculaires baisses de prix en U.R.S.S. ne sont qu'un artifice de comptabilité qui ne coûte rien à l'Etat et qui ne rapporte rien au consommateur, comme cela est démontré dans la fiche n° 13 sur *Les salaires et le niveau de vie en U.R.S.S.*

4. — Les « grands travaux » d'équipement économique sont encore plus indispensables pour la guerre que pour la paix, dans une guerre moderne où la puissance économique est un facteur capital.

5. — Enfin, la déclaration de Staline, qui fut diffusée le 16 février au soir et publiée dans la *Pravda* du 17, avait été, par une coïncidence ironique, démentie le 16 février au matin par un article de la *Krasnaïa Zvezda*, organe officiel de l'Armée rouge, qui disait textuellement :

(2) D'ailleurs l'U.R.S.S. est en réalité le pays le moins socialiste du monde ; voir fiches numéros 4, 12, 13 et 16.

(3) Voir fiche n° 23 : *Comment l'U.R.S.S. a « gagné » la guerre : l'aide des U.S.A.*

(4) Voir fiche n° 13 : *Les salaires et le niveau de vie en U.R.S.S.*

« Le système économique de l'U.R.S.S. permet d'orienter constamment l'économie du pays vers l'accroissement ininterrompu de la prospérité nationale, vers l'élévation du niveau de vie et vers le renforcement de la puissance militaire de la nation. »

C'est, moins de vingt-quatre heures plus tôt, exactement le contraire de ce que dit Staline !

Et cette politique est possible en U.R.S.S. parce que l'« élévation du niveau de vie » y est une imposture (voir fiche n° 13), tandis que le constant « renforcement de la puissance militaire » est bien réel.

2°. — L'AVEU DE STALINE.

Dans cette même déclaration de Staline, au début, cette phrase révélatrice :

« En 1946 et en 1947 furent démobilisées les anciennes classes de l'armée régulière, et en 1948 toutes les autres anciennes classes. »

C'est donc l'aveu officiel que les seules « anciennes classes » ont été démobilisées en U.R.S.S. *seulement* en 1946, en 1947, en 1948 : c'est-à-dire bien après que la démobilisation complète ait été terminée en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Et que signifie cet échelonnement sur trois années de la démobilisation des anciennes classes ?

Il signifie que Staline a démobilisé les anciennes classes à mesure qu'elles étaient remplacées par les nouvelles : l'Armée rouge est restée sur le pied de guerre.

IV. — C'EST POUR LA DOMINATION MONDIALE QUE L'U.R.S.S. PREPARE LA GUERRE.

Le but de l'U.R.S.S. reste le même : dominer par la force toutes les nations, qualifiées de « capitalistes » ou d'« impérialistes ».

Staline écrivait dans ses *Questions du léninisme* (p. 62) :

« Le but est de consolider la dictature du prolétariat dans un seul pays (l'U.R.S.S.) en se servant de celui-ci comme d'une base pour renverser l'impérialisme dans tous les pays. »

Le 4 novembre 1925, Rykov, successeur de Lénine aux fonctions de président du conseil des Commissaires du peuple, qui était alors l'ami et le confident de Staline, déclarait :

« Lorsque le jour sera venu, notre Armée rouge commencera sa grande marche victorieuse... Nous aiderons de toutes nos forces à la victoire définitive du

communisme dans le monde. L'Armée rouge immense, disciplinée et pénétrée de l'esprit de Lénine en sera le principal instrument. »

Et le 24 avril 1950, les *Etudes Soviétiques* publiaient une fois de plus la fameuse lettre Staline à Gorki :

« Nous ne sommes pas contre toute guerre... Nous sommes pour la guerre libératrice, anti-impérialiste, révolutionnaire, bien qu'une telle guerre, comme l'on sait, loin d'ignorer les « terribles effusions de sang », les connaisse même en abondance. »

Cette guerre « libératrice », c'est celle qui porte au pouvoir le Parti communiste contrôlé par Moscou. Comme l'écrivait à Tito le Comité Central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., le 4 mai 1948 :

« Le P. C. de Yougoslavie ne doit sa réussite qu'au fait que l'Armée soviétique... créa en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par les communistes. Nous regrettons que l'Armée soviétique n'ait pu de la même façon aider les P. C. italien et français. »

Voilà pourquoi Staline entretient et développe constamment une immense Armée rouge: pour aider un jour le Parti communiste, en France, à s'emparer révolutionnairement du pouvoir.



Cela est établi en détail par les fiches n° 1 et n° 47. La présente fiche est consacrée à la réfutation des mensonges et des diversions par lesquels la propagande communiste essaie de brouiller les cartes et de dissimuler ce qui est le plus grand danger pour la liberté des peuples : l'impérialisme stalinien.

II. — LE TRUQUAGE COMMUNISTE SUR LES CHIFFRES DU BUDGET SOVIETIQUE.

L'hebdomadaire central du P.C.F., *France Nouvelle*, spécialement chargé de la « documentation » des propagandistes communistes en vue de la campagne électorale, écrit dans son numéro du 28 avril 1951 (page 4, colonne 1) au sujet de l'U.R.S.S., que son « budget de la défense nationale s'élève à 96.376 millions de francs ».

Le chiffre de 96 milliards est exact.

Seulement, ce ne sont pas des FRANCS.

Ce sont des ROUBLES.

Et comme un rouble vaut 87 francs au cours officiel, ces 96 milliards (de roubles) correspondent en réalité à plus de 8.500 milliards de francs.

Le fait que la propagande officielle du P.C. soit obligée de recourir à un truquage aussi grossier, c'est l'aveu qu'elle défend une cause indéfendable.

III. — LE MENSONGE COMMUNISTE DES « ŒUVRES PACIFIQUES » DE L'U.R.S.S.

La propagande communiste insiste sur la part du budget soviétique consacrée à des « œuvres pacifiques », notamment sur les dépenses culturelles et éducatives.

1°. — L'AFFIRMATION COMMUNISTE.

L'U.R.S.S. consacre 13 % de son budget à l'éducation nationale, dit *France Nouvelle* du 28 avril 1951 (page 4), tandis que la France n'y consacre que 6 à 7 %.

Au cours des cinq dernières années, l'U.R.S.S. a consacré un total de 524 milliards de roubles aux « dépenses culturelles et sociales », dit le même journal communiste.

2°. — LA VERITE.

Mais que signifient ces chiffres en réalité ?

Et comment se fait-il alors qu'avec tant de dépenses « culturelles » et « pacifiques » la gratuité de l'enseignement ait été supprimée en U.R.S.S. ?

La gratuité de l'enseignement, « y compris l'enseignement supérieur », était inscrite à l'article 121 de la Constitution soviétique.

Mais, le 27 février 1947, le membre de phrase « y compris l'enseignement supérieur » fut remplacé par :

« jusqu'à la 7^e classe inclusivement » (la 7^e classe en Russie est ce qui correspond à la 3^e des lycées français). Au-dessus, il faut payer maintenant.

Pourquoi cette régression ?

Parce que les dépenses « éducatives » et « culturelles » de l'U.R.S.S. *servent en réalité à autre chose* qu'à répandre l'instruction.

En U.R.S.S., « dépenses éducatives et culturelles », cela signifie : *argent pour le Parti*, pour sa propagande politique et idéologique, destinée à maintenir le peuple russe dans le mensonge et la servitude.

Voilà pourquoi l'impérialiste Staline consacre tant d'argent aux activités « éducatives ».

Et voilà pourquoi, en même temps, la gratuité de l'enseignement est supprimée.

3°. — LES DUPES : LE JOURNAL « LE MONDE ».

C'est pourquoi ceux qui ne connaissent pas la réalité soviétique peuvent être trompés par les chiffres soviétiques et les faux-semblants de la propagande communiste.

Le journal *Le Monde* (18-19 mars 1951) écrivait : « *Le budget culturel demeure en U.R.S.S. très élevé par rapport à l'ensemble des dépenses* ». sans comprendre que ce « *budget culturel* » est en réalité un budget de propagande idéologique et politique.

En conséquence, dans leur propagande électorale, élaborée par *France Nouvelle*, les communistes s'appuient souvent sur des références ou des appréciations prises dans *Le Monde*.

Par exemple, ce journal, dans son numéro du 20 février 1951 ayant prétendu qu'il y avait en U.R.S.S. une « *amélioration sensible du niveau de vie de la population* », *France Nouvelle* cita l'article, dans son numéro du 7 avril 1951, à l'usage de ses candidats, pour attester que l'U.R.S.S. travaillait bien pour la paix et non pour la guerre.

IV. — LA POLITIQUE COMMUNISTE : SURARMER L'U.R.S.S., DESARMER L'OCCIDENT.

Quand il s'agit de la France, les communistes réclament : réduction des armements.

Quand il s'agit de l'U.R.S.S., les communistes glorifient l'augmentation de ses armements.

La manœuvre est trop grossière !

1°. — LE SERVICE MILITAIRE.

En France, où le service militaire n'est que de 18 mois, les communistes demandent de « ramener le service militaire à un an » (*France Nouvelle* du 21 avril 1951).

Mais dans tous les pays où les communistes sont au pouvoir, le service militaire est au moins de deux ans.

Il est de trois à cinq ans (selon les armes) en U.R.S.S.
L'U.R.S.S. est le pays du monde qui a la plus longue durée du service militaire.

Mais pour l'U.R.S.S. les communistes ne réclament aucune réduction du temps de service.

2°. — LES ARMEMENTS.

Les communistes ne voudraient pas même permettre à la France un armement défensif.

A la question : *N'est-il pas sage d'être armé pour éviter d'être attaqué ?* les communistes répondent NON quand il s'agit de la France ; ils disent que c'est un « *sophisme guerrier* », et que c'est « la course folle aux armements » (*France Nouvelle* du 14 avril 1951, page 7, colonnes 3 et 4).

Mais ce « pacifisme désarmeur » ne vaut que pour la France.

Les communistes ne font pas les mêmes objections aux armements de l'U.R.S.S.

Au contraire : ils glorifient l'Armée rouge.

Car si les communistes disent à la France : NON, ce n'est pas vrai qu'il faut s'armer pour éviter d'être attaqué, — ils disent à l'U.R.S.S. : OUI, il faut armer et surarmer.

Ce jeu stalinien est trop clair.

Il s'agit de désarmer tous les pays, sauf les pays communistes.

Car voici ce que dit la presse soviétique :
La Pravda (1) du 17 février 1950 :

« *Le Parti communiste se propose de renforcer sans cesse les forces armées de l'U.R.S.S.* »

Et la *Krasnaïa Zvezda* (2) du 20 décembre 1949 :

« *L'armée soviétique est dotée d'une artillerie dont la puissance de destruction dépasse toutes celles existant dans le monde.* »

3°. — LES EFFECTIFS.

Dans sa note au gouvernement britannique, le 24 février 1951, le gouvernement de l'U.R.S.S. déclare que les effectifs soviétiques actuellement sous les drapeaux sont égaux aux effectifs de 1939 (dit l'hebdomadaire communiste *France Nouvelle* du 7 avril 1951).

Alors pourquoi les communistes veulent-ils réduire les effectifs de l'armée française, bien que ces effectifs soient

(1) Quotidien officiel du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.

(2) Organe officiel de l'Armée rouge.

aujourd'hui terriblement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1939 ?

En 1939, la France avait plus de cinquante divisions. Aujourd'hui, elle en a moins de dix.

V. — LES CHIFFRES QU'IL FAUT CONNAITRE.

A entendre les communistes, on croirait que le réarmement français est considérable et qu'il ruine l'économie nationale.

Or, voici les chiffres :

— en 1938, les dépenses militaires de la France représentaient 7,8 % du revenu national ;

— en 1951, elles représentent 7,1 % du revenu national.

Et ce réarmement français est un *minimum* ; si quelque chose peut lui être reproché, ce n'est pas d'être trop considérable, c'est au contraire d'être trop limité.

En effet, le plan de réarmement qu'attaquent les communistes prévoit un total de 10 divisions à la fin de l'année 1951, de 15 divisions en 1952 et de 20 divisions en 1953.

Et cette armée française a la charge d'assurer la défense de la France et l'Union française, soit au total 110 millions d'habitants et 11 millions de kilomètres carrés.

Ne pas permettre à l'armée française le *minimum* de réarmement envisagé, c'est manifestement vouloir livrer sans défense les territoires français à l'invasion.

VI. — LES COMMUNISTES AU SERVICE DE L'ENNEMI.

Toute l'explication de l'attitude des communistes est dans leur soumission absolue à Staline.

Quand Staline était l'allié d'Hitler (1939-1941), les communistes ont travaillé à la défaite de la France, parce que la victoire d'Hitler était la victoire d'un allié de Staline (voir à ce sujet fiches n^{os} 48, 48 bis, 50, 51 et 52).

Aujourd'hui, les communistes veulent une nouvelle fois livrer le peuple de France à une armée étrangère.

Le Comité Central du P.C.F. a adressé à l'Armée rouge ce message publié dans l'*Humanité* du 23 février 1949 :

« Le Peuple de France se place résolument et en toutes circonstances dans le camp où se trouvent l'U.R.S.S. et son héroïque armée. »

VII. — LE MENSONGE COMMUNISTE REFUTE PAR... LES COMMUNISTES !

Aujourd'hui, pour affaiblir la France et la livrer à l'invasion, les communistes disent (*France Nouvelle* du 9 septembre 1950) : « Faire tourner les usines pour la guerre c'est priver les Français des objets de consommation courante. »

C'est un mensonge !

Et un mensonge qui avait été réfuté par le communiste Benoit Frachon, dans *l'Humanité* du 29 juillet 1945, en ces termes :

« *Demain, les munichois nous diront que nous sommes trop pauvres pour mener de front la renaissance économique et la création d'une armée nationale.*

« *Ceux qui raisonnent ainsi n'ont plus confiance dans la capacité de travail et de redressement de notre peuple.* »

« *L'indépendance d'un pays comme le nôtre ne peut se concevoir sans une grande industrie moderne et sans l'armée nationale et républicaine capable d'assurer le respect de son indépendance.* »

En 1945, Staline ne songeait pas à envahir la France, Il espérait, parce que des communistes étaient au gouvernement français, qu'il pourrait se servir de la France contre l'Amérique. Alors il faisait réclamer par les communistes la création d'une forte armée française.

De même, aujourd'hui, dans aucune des « démocraties populaires » soumises à Staline, le service militaire n'est inférieur à deux ans.

Les communistes ne sont « pour » ou « contre » le réarmement que sur l'ordre de Staline et pour servir la stratégie agressive de l'impérialisme soviétique.

VIII. — UNE CAMPAGNE ELECTORALE AU SERVICE DE L'IMPERIALISME RUSSE.

Toute la campagne électorale que font les communistes est axée sur les déclarations de Staline à la *Pravda* (février 1951), c'est-à-dire sur l'ordre qu'il a donné d'affaiblir les forces de résistance des pays qui échappent à la dictature communiste.

Etienne Fajon, qui a présenté au Comité Central du P.C.F. le rapport sur la campagne électorale de 1951, a tout spécialement insisté sur « *notre solidarité sans réserves avec l'U.R.S.S.* » (3).

Le but de cette campagne électorale que font les communistes est de désarmer la France et de la préparer à l'occupation russe.

Mais l'Armée rouge n'envahira la France que si elle y est appelée : que si les communistes occupent déjà, au moins partiellement, les postes de commande.

C'est pourquoi une défaite communiste aux élections sera un facteur de paix.

Voter pour la paix, c'est voter contre les communistes, contre l'impérialisme stalinien.



(3) *Humanité* du 27 avril 1951, page 3, colonne 4.

Le communisme et la guerre de Corée



I. — PACIFISME ET BELLICISME SOVIETIQUES.

Lors d'une séance des quatre Suppléants à Paris, en avril 1951, le délégué français, pour arrêter les exercices de propagande de M. Gromyko, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, sur les prétendues intentions pacifiques de l'U.R.S.S., rappelait une savoureuse définition due à Vladimir Potemkine, auteur soviétique de *l'Histoire de la Diplomatie*, publiée à Moscou (tome III) :

« L'exploitation de la propagande pacifiste et de l'idée de désarmement pour des fins de camouflage idéologique doit être rangée dans la catégorie des manœuvres diplomatiques. »

La propagande pacifiste genre appel de Stockholm ou la campagne pour la paix, etc., n'est, de la part des Soviétiques, qu'un camouflage d'une politique d'agression. L'affaire de Corée le prouve abondamment. Avant de rappeler les faits, relisons les témoignages de Lénine et de Staline sur la conception communiste de la guerre.

« Si la guerre est menée par le prolétariat après qu'il a vaincu la bourgeoisie dans son propre pays, si elle a pour objet de renforcer et de développer le socialisme, cette guerre est légitime et sainte. »

(Lénine, en mai 1918.)

Staline est plus explicite encore dans son discours au 15^e Congrès du parti bolchévique, le 2 décembre 1927 :

« Nous ne pouvons oublier ce qu'a dit Lénine au sujet de la construction du socialisme dans notre pays, laquelle dépend en grande partie de la mesure où nous réussirons à retarder la guerre avec les pays capitalistes. Cette guerre est inévitable, mais elle peut être retardée jusqu'à ce que la révolution prolétarienne mûrisse en Europe ou jusqu'à ce que des révolutions coloniales éclatent... Voilà pourquoi le maintien de relations pacifiques avec les pays capitalistes est une tâche obligatoire pour nous. »

Dans sa lettre du 17 janvier 1930, Staline écrivait encore à Maxime Gorki :

« Nous ne sommes pas contre toutes les guerres... Nous sommes pour la guerre libératrice, antiimpérialiste, révolutionnaire, bien qu'une telle guerre, comme on le sait,

loin d'ignorer les « horribles effusions de sang », les connaisse même en abondance. »

Voilà des témoignages accablants, puisés à « bonne source », sur la duplicité des Soviets. Or, la guerre de Corée est qualifiée précisément par la radio de Moscou et, à sa suite, par nos communistes eux-mêmes, de guerre libératrice, antiimpérialiste, révolutionnaire. Donc, légitime et sainte, comme dit Lénine.

II. — AGRESSION COMMUNISTE EN COREE.

Le 26 juin 1950, le monde entier a appris avec stupeur l'invasion de la Corée du Sud par les armées communistes nord-coréennes. L'avance des armées commandées par Kim Ir Sung a été à tel point préparée et rapide, qu'en l'espace d'une quinzaine de jours, il ne restait de la Corée du Sud que le « réduit de Fusan », d'une superficie inférieure à un département français.

Ce qui n'a point empêché les communistes du monde entier de crier à l'agression de la part de la Corée du Sud. Curieux agresseur, en effet, qui, dès les premiers coups de feu, est refoulé de plusieurs centaines de kilomètres, et agressé bien plus curieux encore qui, loin de se défendre, est prêt à réduire à néant l'armée adverse.

Mais, cette fois-ci, le mensonge a été trop gros pour être pris pour monnaie courante, même par les plus fervents adeptes du communisme. D'ailleurs, CINQUANTE-TROIS PAYS sur cinquante-neuf qu'en compte l'O.N.U. se sont ralliés à la résolution du Conseil de Sécurité, qualifiant la Corée du Nord d'agresseur et demandant à tous les membres de l'Organisation des Nations-Unies d'appliquer des sanctions à son égard.

Voici, d'ailleurs, le texte voté au Conseil de Sécurité :

« Le Conseil de Sécurité ayant statué que l'attaque armée contre la République de Corée par les forces de la Corée du Nord constitue une rupture de la paix; ayant fait appel aux autorités de Corée du Nord pour qu'elles replient leurs forces armées sur le 38° parallèle; avant noté, d'après un rapport de la commission des Nations-Unies pour la Corée, que les autorités de la Corée du Nord n'ont ni cessé les hostilités, ni retiré leurs forces armées jusqu'au 38° parallèle, et que des mesures militaires urgentes sont nécessaires pour restaurer la paix et la sécurité internationale; ayant pris note d'un appel de la République de Corée aux Nations-Unies pour des mesures immédiates et effectives afin d'assurer la paix et la sécurité; recommande que les membres des Nations-Unies fournissent à la République de Corée l'assistance qui peut être nécessaire pour repousser l'attaque armée et rétablir la paix et la sécurité internationale dans cette région. »

Mais, contrairement à ce que l'on pense en général, l'attaque armée contre la Corée du Sud n'est pas la pre-

mière tentative communiste de s'emparer de la partie méridionale du pays. Un coup d'Etat avait été tenté dès 1945. On se bornera ici à rappeler l'essentiel des faits.

En vertu des accords de Postdam, la Corée, cette colonie japonaise depuis 1905, devait être occupée, après la capitulation japonaise, dans sa partie septentrionale par les troupes russes, au sud du 38° parallèle par l'armée américaine. L'armée rouge s'est hâtée d'arriver la première : le 12 août 1945, s'arrêtant toutefois à la frontière artificielle du 38° parallèle. Les troupes américaines n'ont débarqué en Corée du Sud que le 7 septembre 1945.

La veille de leur arrivée, exactement le 6 septembre 1945, les « Comités du peuple », institués tant en Corée du Nord qu'en Corée du Sud sur l'instigation des autorités militaires soviétiques, tentaient leur coup d'Etat, en proclamant à Séoul, capitale de la Corée du Sud, la « République populaire de Corée ». Les Américains ne l'ayant pas reconnu, le rideau de fer s'est abaissé sur la Corée du Nord où un régime communiste a été installé.

N'ayant pas réussi à s'emparer du pouvoir par le classique coup d'Etat, les communistes n'en ont pas pour autant abandonné leur dessein. Ils l'ont mis à exécution dix-huit mois après que les troupes américaines aient quitté la Corée du Sud. L'évacuation des forces d'occupation américaines, arrêtée dès juillet 1948, a été achevée, en effet, en décembre 1948.

III. — REGIME COMMUNISTE EN COREE DU NORD.

La propagande communiste, disions-nous plus haut, a échoué dans sa tentative de convaincre l'opinion publique de l'innocence des Nord-Coréens et du caractère « agressif » des Sudistes. Aussi cette propagande a-t-elle quelque peu changé de thèmes, pour essayer de dépeindre le régime de la Corée du Sud comme foncièrement pourri, et pour vanter, en même temps, celui, communiste, de la Corée du Nord. Il faut bien l'avouer, cette fois-ci, la propagande stalinienne a réussi à tromper l'opinion mondiale.

Ses slogans, repris dans une large mesure par la presse libre, se sont fait plus insinuants. Ils dépeignaient le « paradis » nord-coréen, la justice sociale qui y régnerait, les réformes de structure, à commencer par la réforme agraire, qui y auraient été introduites, et les libertés dont jouiraient les habitants.

Les développements suivants se proposent de montrer la fausseté et le mensonge de cette propagande. Une enquête, fort longue et entourée de toutes les garanties d'impartialité, a été menée en Corée par un Ecossais, M. Spev, qui a refusé d'accorder foi tant aux témoignages officiels des autorités sud-coréennes ou du commandement militaire allié, qu'aux slogans de propagande nord-coréenne. Il a résumé les résultats de son enquête dans une conférence prononcée à l'Institut Chinois de Londres (janvier 1951). C'est à son récit que nous empruntons quelques passages.

2°. — LA SUPERCHERIE DES « ELECTIONS ».

Des « élections » avaient eu lieu, en Corée du Nord, en novembre 1946. « A la suite d'arrangements préélectoraux, une seule liste de candidats était soumise à l'approbation des votants. Le Nouveau Parti, devenu le « Front National Démocratique » a recueilli 97 % des suffrages exprimés » (La Pravda soviétique).

M. Spey a questionné des milliers de personnes à ce sujet. Il est arrivé à la conclusion que voici : « Tous ceux qui s'étaient échappés du Nord, avant d'être à nouveau « libérés », étaient unanimes pour dire que les élections qu'ils avaient vues n'étaient qu'une supercherie. »

« Le premier signe annonçant l'imminence des élections est l'arrivée de quelques officiels qui avertissent un certain nombre de résidents locaux, soigneusement choisis, qu'ils ont été désignés pour sélectionner un candidat par district. Rassemblés sur la place publique, ces délégués choisis doivent d'abord écouter d'interminables discours à la gloire du gouvernement populaire et de la grande Union soviétique, mais traitant aussi de la nécessité de l'unité nationale, d'un labeur acharné et de la détermination du peuple de déraciner et de détruire toute survivance des actes et des pensées réactionnaires. Aussitôt que le flot des discours s'arrête, le président de la réunion proclame que le moment est venu de procéder à la désignation du candidat. Avant même qu'il ait fini de parler, un membre du parti assis à la tribune, se lève et propose un nom, arguant que le choix de ce candidat plairait à Kim Ir Sung ainsi qu'à la grande alliée, la Russie soviétique, et que dès lors c'est un devoir patriotique de le désigner à l'unanimité comme candidat officiel. Le président répond immédiatement appréciant ce choix et exprimant la conviction que pas un des présents ne voudra trahir celui qui jouit de la confiance générale, en proposant un autre nom. Sur ce, tout naturellement, se termine la réunion... Au jour dit, les membres du parti et aussi les enfants des écoles sont envoyés pour s'assurer de ce que tout le monde vote... La loi électorale dit qu'il doit y avoir un paravent entre le président des élections et les urnes. Mais comme la loi ne dit rien de ses dimensions il est généralement plus petit que l'estrade sur laquelle sont placées les urnes. »

2°. — « VOLONTARIAT » OU TRAVAIL FORCÉ.

Ici encore, le témoignage de M. Spey, permet de mettre les choses au point :

« Le travail forcé n'est pas une notion nouvelle pour les Coréens. Ils l'ont connu dans leur vie sous des formes différentes, et il ne paraît pas qu'il y ait chez eux un ressentiment particulier à cet égard. Le véritable ressentiment n'est apparu chez eux que lorsque ce même travail forcé était qualifié de « contribution volontaire ».

A la différence de ce qui se passe dans les démocraties

populaires d'Europe centrale et orientale où le « travailleur volontaire » est au moins nourri par l'Etat, rien de semblable en Corée du Nord :

« Comme ceux qui étaient astreints à ces travaux forcés étaient censés être des volontaires, ils étaient obligés de fournir leur propre riz, ne recevant en contre-partie, ni rétribution ni même l'indemnité pour la nourriture. Ils étaient affectés à des travaux de réparation des routes ou aux mines travaillant pour l'exportation vers la Russie ; ils se voyaient assigner des tâches précises à remplir, nommées « normes de travail ». D'un groupe composé d'une vingtaine d'hommes, dix-huit m'ont affirmé qu'il leur était impossible de réaliser ces normes dans les quarante jours pour lesquels ils s'étaient engagés « volontairement ». Ils devaient alors passer de quarante-cinq à cinquante jours pour mener à bien la tâche qui leur avait été assignée. »

3°. — LE PAYSAN PAIE LES PREPARATIFS MILITAIRES.

L'imposition en nature revient à prélever sur la récolte effective du paysan les 7 ou 8 dixièmes. Sur 10 sacs de riz, il n'est laissé au paysan que 2 à 3, si l'on tient compte, d'une part, de l'impôt normal se montant au quart théorique d'une récolte jamais réalisée, c'est-à-dire à peu près à la moitié de la récolte effective, et d'autre part, des « contributions volontaires », prélevées tantôt pour l'Union des Paysans, tantôt pour les « Tanks de la Victoire », etc. M. Spey note :

« Cette expérience d'une imposition par trop rigoureuse semble avoir été absolument générale. De plus, elle a été complétée par la pression tendant à instituer des forces armées hors de proportion avec les possibilités réelles du pays, et à maintenir, dans le Nord, une trop grande partie de la population dans l'industrie. Ce qui ne pouvait manquer de rendre la vie des paysans plus difficile que jamais. »

IV. — LA REFORME AGRAIRE — UN MOYEN DE DOMINATION COMMUNISTE.

La loi de mars 1946, portant réforme agraire, a suscité de grands espoirs dans la paysannerie coréenne, avide de terres. En effet, les terres ayant appartenu à des Japonais ou à des nobles terriens, mais aussi toutes les terres en location continue comme toutes parcelles dépassant 3 à 4 hectares par famille, devaient être confisquées et distribuées aux sans terre. Mais à l'usage, les dispositions légales se sont révélées comme une supercherie supplémentaire. Le texte de la loi était en effet plein d'équivoques :

(a) « La première équivoque, écrit M. Spey, provenait de la phrase « terres ayant appartenu à des traitres aux paysans coréens » (art. 2 de la loi de mars 1946). En pratique, cette phrase signifiait que l'ensemble de terres, sans

exception aucune, ont été placées à la disposition du P.C., non par une quelconque disposition légale, mais par la confiscation forcée. »

(b) *« La seconde ambiguïté provenait du fait que si la terre devait bien être distribuée aux paysans, cette opération était faite par l'intermédiaire des « Comités du Peuple »... L'élection à ces comités se déroulait de la façon suivante : le parti ayant préparé les listes des candidats, les Comités du peuple n'étaient en fait que des organisations du parti un peu élargies. »*

(c) *Résultat : « Certains ont obtenu de la bonne terre, D'autres ont eu des parcelles sans valeur. Certains ont reçu beaucoup. Mais la grosse majorité a reçu fort peu. »*

Outre ces injustices flagrantes, l'auteur écossais fait état d'un favoritisme extraordinaire pratiqué par le parti au profit de ses membres et au détriment des sans parti.

Ceux-ci *« ont dû déchanter, écrit M. Spey, car ils avaient omis de lire l'article 4 de la loi. Cet article exemptait en effet de la distribution les terres appartenant à ceux (ou à leur famille) qui avaient lutté contre les Japonais, pour la cause de la liberté et de l'indépendance de la Corée »,* de même que les terres appartenant à ceux (ou à leur famille) *qui avaient acquis des mérites particuliers dans le développement de la culture nationale (= communiste), ainsi que le préciseront les Comités du peuple en Corée du Nord (c'est-à-dire les organisations du P. C.)*

La désillusion est grande — et elle s'est fait jour très rapidement. Deux mois ont suffi aux paysans pour en être guéris à jamais :

« Je dois avouer que, décidé à rechercher la réalité des faits et à ne porter le jugement qu'après les avoir dûment constatés, je m'attendais néanmoins à découvrir une vague d'enthousiasme pour les communistes, enthousiasme devant résulter, présument-je, de la rapidité avec laquelle la terre avait été transférée en Corée du Nord. De toute évidence, CET ENTHOUSIASME AVAIT EXISTE parmi ceux qui avaient vécu sous l'administration communiste, MAIS IL N'A PAS DURE PLUS DE UN MOIS OU DEUX. »



« Cela ne se passerait pas en France » ?

Mais si !



On garde parfois l'illusion, devant l'horreur de la réalité soviétique, que *les choses ne se passeraient pas ainsi* en France.

Certains croient que les communistes au pouvoir en France seraient *obligés* de se conduire « plus humainement » qu'en Russie, et que ce qui est possible « là-bas » ne serait pas *possible* « ici ».

Enfin, quelques-uns s'imaginent que les communistes eux-mêmes ne songent pas à appliquer en France les mêmes méthodes qu'en U.R.S.S.

A ces doutes et à ces illusions, il faut répondre avec précision.

Voici les faits qu'il faut connaître.

I. — IL N'Y A QU'UNE DOCTRINE ET QU'UNE POLITIQUE COMMUNISTES, OBLIGATOIRES POUR TOUS LES P.C.

1. — Toutes les « résolutions » du Kominform sont reprises « à l'unanimité » par le Bureau politique du P.C.F.

Exemple : la résolution du Kominform de juin 1948, publiée dans *l'Humanité* du 29 juin 1948, et qui rappelle notamment que dans tous les pays « *le prolétariat, seule classe révolutionnaire, doit avoir le rôle dirigeant* », et que même dans les pays peu industriels et à large prédominance agricole, « *le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière* ».

2. — Thorez écrit dans les *Cahiers du communisme* (1), 1950, n° 5, page 24, que tout communiste doit avoir « *une affection sans bornes pour Staline, le CHEF, l'ami.* »

Et Staline enseigne aux communistes du monde entier :

« *La théorie léniniste de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement russe, mais une théorie*

(1) Revue doctrinale officielle du P.C.F.

obligatoire pour tous les pays. Le bolchevisme n'est pas seulement un phénomène russe. Le bolchevisme, dit Lénine, est un modèle de tactique pour tous. » (2)

3. — Les communistes n'ont qu'une « patrie », c'est la Russie soviétique, et ils ne connaissent qu'un « exemple glorieux », c'est celui de l'U.R.S.S.

Ils le disent aux-mêmes. Ils disent même qu'à l'U.R.S.S. revient le rôle DIRIGEANT :

« Le Bureau politique prend la résolution de lutter avec fermeté contre toute sous-estimation du rôle décisif et dirigeant de l'U.R.S.S. »

(Résolution du Bureau politique du P.C.F., 28 avril 1948.)

Le député communiste Garaudy déclare à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1948 :

« Il existe entre l'U.R.S.S. et nous des liens d'attachement plus puissants et plus profonds que vous ne pouvez l'imaginer. »

Et le député communiste Musmeaux, le 3 mars 1950, à l'Assemblée Nationale :

« Quand vous nous dites que l'U.R.S.S. est notre patrie, ce n'est pas une insulte à notre égard. Nous nous en glorifions et nous en sommes fiers. »

4. — Et voici une lettre de Marty, publiée dans *France Nouvelle* (3) du 31 mars 1951. On verra par cette lettre que, pour les chefs communistes, l'idéal c'est précisément l'U.R.S.S. :

« Nous avons à Paris une camarade française dont le jeune fils a vécu avec elle en U.R.S.S. »

« Ce garçon de 18 ans n'a qu'une idée, lui, qui est cependant Français : revenir dans le pays soviétique... »

Cette histoire est vraie ou peut-être inventée : mais elle montre l'état d'esprit que veulent répandre les communistes.

II. — UN ORDRE SIGNIFICATIF.

A Kaunas (Lithuanie), après l'arrivée de l'Armée rouge et l'installation au pouvoir du Parti communiste, la Commission des Affaires de l'Intérieur a édicté le 28 novembre 1940 l'ordre n° 0054 qui déclare :

(2) Staline, *La révolution d'octobre*, Bureau d'éditions du P.C.F., Paris 1936, page 12.

(3) Hebdomadaire central du P.C.F.

« Le code soviétique s'applique au monde entier et, partout où l'Armée rouge arrive, les citoyens sont immédiatement jugés sur leur passé et sur les actions accomplies par les générations précédentes. »

On peut être d'autant plus sûr que le code soviétique et les méthodes soviétiques seront appliqués au monde entier : en effet, ce sont des *chefs russes* qui prennent en main la bolchevisation : voir fiche n° 29 : *Russification de l'Europe orientale*.

C'est ainsi que dans des pays aussi différents que la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Chine, etc., ce sont exactement les mêmes méthodes de soviétisation qui, partout, sont systématiquement appliquées.

III. — MAIS IL Y FAUT L'ARMEE ROUGE.

Depuis la guerre, et depuis l'expérience des « démocraties populaires » qui fonctionnent sous l'occupation russe, la doctrine communiste admet que la présence de l'Armée rouge est probablement indispensable pour réaliser le régime communiste.

C'est pour cela que la « révolution mondiale » voulue par le communisme coïncide étroitement avec un impérialisme militaire de l'U.R.S.S.

Voici deux textes communistes officiels qui définissent le point de vue stalinien à ce sujet :

1. — Lettre du Comité Central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. adressée à Tito le 4 mai 1948 :

« *Le P.C. yougoslave ne doit sa réussite qu'au fait que l'Armée rouge créa en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par les communistes. Nous regrettons que l'Armée rouge n'ait pu de la même façon aider les Partis communistes italien et français.* » (4)

2. — Déclaration du Comité Central du Parti communiste polonais, le 2 septembre 1948 :

« *Il est évident que nous n'aurions pu prendre la voie de la démocratie populaire si la condition essentielle, l'aide et la puissance de l'Armée soviétique, nous avait fait défaut... Quel héroïsme... avait montré le P.C. français : malheureusement, on n'aboutit pas en France aux mêmes réalisations que chez nous... Car, là-bas, cette condition essentielle, l'entrée de l'Armée rouge a manqué, l'aide directe et la puissance de l'U.R.S.S. ont été absentes.* » (5).

Il est donc bien, certain que rien n'empêchera les

(4) Correspondance Tito-Staline, publiée en France par le B.E. I.P.I. (Bulletin d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales, 354 rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}), 15 septembre 1949.

(5) Déclaration du 2 septembre 1948, publiée dans *Nowe Drogi* organe doctrinal officiel du P.C. polonais.

communistes, une fois maîtres absolus du pouvoir, de faire la même chose en France qu'en Russie : ils auront « l'aide et la puissance » de l'Armée rouge.

Avec, sur place, le contrôle et la direction des chefs russes.

On peut d'ailleurs s'en rendre compte par l'exemple de la Tchécoslovaquie : c'était, de toutes les « démocraties populaires », le pays dont la structure politique ressemblait le plus à celle de la France.

IV. — L'EXEMPLE DE LA MAINMISE COMMUNISTE SUR LA TCHECOSLOVAQUIE.

La Tchécoslovaquie de 1939 avait une structure politique, économique et sociale analogue à celle de la France : une Constitution calquée sur celle de la III^e République française, des institutions parlementaires, une vie politique active, des classes moyennes importantes, des partis et des syndicats ayant une solide organisation.

Or, les communistes ont fait de la Tchécoslovaquie un satellite étroitement soumis au Kremlin, et ils ont imposé à leur pays les mêmes mesures de bolchevisation qu'en U.R.S.S.

Pour cela, les communistes tchèques ont procédé en trois étapes :

1. D'abord, le Parti communiste a trompé ses partenaires non-communistes, de bonne foi, mais peu clairvoyants. Le programme gouvernemental publié au lendemain de la guerre et contresigné par quatre grands partis de la gauche et du centre, *contenait en germe la soviétisation* du pays qui ne devait être réalisée que trois ans plus tard.

Ce programme était « le programme de Kosice », première ville importante de Slovaquie orientale libérée par l'Armée rouge. Avec un libéralisme apparent, il annonçait : « *Le nouveau gouvernement sera un gouvernement de Front National des Tchèques et des Slovaques et sera composé de représentants de toutes les classes sociales et de toutes les tendances politiques qui, dans le pays ou à l'extérieur, ont mené le combat contre la tyrannie étrangère.* » Mais, déjà, ce programme contenait ce qui allait enchaîner la Tchécoslovaquie : « *Animé d'une impérissable gratitude envers l'U.R.S.S., le gouvernement adopte une fois pour toutes pour ligne principale de sa politique extérieure, la plus étroite alliance qui soit avec la puissance victorieuse à l'Est... Le gouvernement mettra en application, dès le départ, une coopération étroite avec l'U.R.S.S., à tous points de vue, militaire, politique, économique, culturel.* » (6)

(6) Programme du gouvernement tchécoslovaque du Front National des Tchèques et des Slovaques, adopté à la première réunion du gouvernement tenue le 5 avril 1945 à Kosice, Edition du ministère de l'Information tchécoslovaque, n° d'édition 2-45, mai 1945 ; le ministère de l'Information était, alors comme aujourd'hui, le communiste Kopeccky.

2. Ensuite, mise à exécution du programme gouvernemental sous le contrôle des communistes qui s'emparent des leviers de commande et procèdent aux « réformes indispensables ».

Exemple : le programme de Kosice prévoyait (page 11) : « A la différence de l'ancien appareil administratif, essentiellement bureaucratique et éloigné du peuple, on procédera immédiatement à la formation, dans chaque commune, dans chaque canton, dans chaque département ou région, de Conseils nationaux, nouveaux organes du pouvoir étatique, élus par le peuple. »

Or, il n'y eut pas en Tchécoslovaquie d'élections municipales, ni départementales, ni cantonales. Mais les Soviets locaux furent bien mis en place par le P.C. dès le lendemain de la guerre.

3. — Dernier stade : les communistes emprisonnent ceux qui avaient été leurs auxiliaires durant les trois années de période transitoire ; et ils restent seuls maîtres du pouvoir.

Le programme de Kosice avait, dès le début, donné à l'Armée rouge, le moyen d'intervenir systématiquement dans la politique tchécoslovaque :

« Le gouvernement, appréciant les mérites exceptionnels de l'Armée rouge dans notre libération et son rôle dans la protection de notre avenir... désire renforcer encore la fraternité dans le combat entre l'armée tchécoslovaque et l'Armée rouge dans laquelle il voit le modèle de la future armée tchécoslovaque... »

D'ores et déjà, le P.C.F. parle de la même manière de l'Armée rouge.

Maurice Thorez, à la Tribune de l'Assemblée Nationale, a déclaré que si l'Armée rouge entrait en France, ce serait — évidemment ! — sous le prétexte de « pourchasser des agresseurs », et alors, « les travailleurs, le peuple de France pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que le peuple de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie ? » (7)

Oui ! en France aussi, le communisme aurait le même visage et les mêmes méthodes barbares qu'en Russie et qu'en Chine, qu'en Tchécoslovaquie et qu'en Pologne.

Parce que le P.C.F. prépare l'occupation russe et la mise en place des « techniciens soviétiques », comme dans toutes les démocraties populaires passées sous le joug de Staline.

(7) *Humanité* du 25 février 1949, page 3.



Tous les partis communistes sont uniquement aux ordres de Staline et de l'U.R.S.S.

En France, en Europe, en Asie, n'importe où, le Parti communiste, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, officiel ou clandestin, obéit aveuglément à un seul chef: le chef de l'U.R.S.S., et ne sert qu'un « idéal » : les intérêts diplomatiques, militaires, économiques, impérialistes de l'U.R.S.S.

Tout le reste n'est que camouflage ou duperie.

Cette soumission absolue et totale de tous les partis communistes au seul commandement et aux seuls intérêts de l'U.R.S.S. est *prouvée* par les textes *officiels* des communistes eux-mêmes.

Cette soumission a été constante depuis la création de l'Internationale communiste jusqu'à nos jours, soit depuis trente ans.

Voici les textes :

I. — L'U.R.S.S. EST CONSTAMMENT ET OBLIGATOIREMENT PRESENTÉE COMME LA SEULE PATRIE DES COMMUNISTES DE TOUS LES PAYS.

1° — LES RUSSES LE VEULENT ET LE PROCLAMENT

a) BUT DES PARTIS COMMUNISTES : AIDER L'U.R.S.S.

Le Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. (30 juillet - 9 août 1927) donnait aux partis communistes du monde entier l'ordre suivant :

« Il est nécessaire de prêcher dans les pays capitalistes non seulement le mot d'ordre du défaitisme, mais encore le mot d'ordre d'une *aide active à l'U.R.S.S.* ».

b) CETTE « AIDE » A L'U.R.S.S. PEUT ET DOIT ALLER JUSQU'À L'AIDE ABSOLUE ET INCONDITIONNELLE EN CAS DE GUERRE :

Manouïlsky, secrétaire de l'Internationale communiste, expliquait dans la *Correspondance internationale* du 24 avril 1939 (p. 465) que les communistes du monde entier doivent aider toute guerre entreprise par l'U.R.S.S., bien entendu au nom du « socialisme » :

« Les communistes doivent appuyer toute guerre accélérant la victoire du prolétariat mondial dont les intérêts

2.

coïncident avec ceux du pays du socialisme » (c'est-à-dire l'U.R.S.S.).

« Cette guerre sera la plus juste, la plus sainte qui fut jamais dans l'histoire de l'humanité. »

2° — LES COMMUNISTES FRANÇAIS OBEISSENT :

Dans les *Cahiers du bolchevisme*, rédigés par le Parti communiste français, 3^e trimestre 1940, p. 37 :

« Des milliers de Français... saluent dans l'U.R.S.S. la grande espérance des travailleurs du monde entier. »

Dans l'*Humanité* clandestine, n^o 89 du 21 novembre 40 :

« Les antagonismes impérialistes prétendent tour à tour que l'U.R.S.S. est avec eux, mais les travailleurs savent bien que le pays des Soviets agit toujours exclusivement dans l'intérêt des peuples de tous les pays ».

L'U.R.S.S. était alors l'alliée de Hitler.

II. — LE CAS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

1° — LES STATUTS DU P. C. F. RECONNAISSENT SA SOUMISSION OBLIGATOIRE A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LAQUELLE A TOUJOURS ETE ENTRE LES MAINS DES RUSSES.

Article 2. — « Peut être membre du P. C. quiconque accepte le programme et les statuts de l'Internationale communiste... et s'engage à se conformer à toutes les décisions de l'Internationale communiste. »

Article 4. — « Exécution ponctuelle des décisions de l'Exécutif de l'Internationale communiste. »

L'article 25 stipule en outre que les Congrès du P. C. sont convoqués *en accord* avec l'Exécutif de l'Internationale communiste. Les congrès extraordinaires sont réunis sur l'initiative du P. C. ou de l'Internationale, mais ils ne peuvent se réunir qu'avec l'assentiment de l'Exécutif de l'Internationale communiste.

Ces statuts du P.C.F. furent en vigueur jusqu'au Congrès d'Ivry de janvier 1945. Avec la suppression du Komintern, la subordination ne fut plus *inscrite dans les textes statutaires*. Mais elle reste dans les faits, le Kominform ayant remplacé le Komintern.

2° — LES CHEFS COMMUNISTES FRANÇAIS PROCLAMENT QU'ILS SONT AU SERVICE DE L'U.R.S.S.

a) AVANT LA GUERRE.

— F. Bonte écrit dans l'*Humanité* du 15 avril 1931 : « Les ouvriers communistes sont prêts à défendre par tous les moyens l'U.R.S.S., leur patrie socialiste. »

— Au VII^e Congrès mondial de l'Internationale communiste, le 3 août 1935, Maurice Thorez affirme :

« Nous, communistes de France, nous déclarons qu'en cas d'agression contre l'U.R.S.S., nous saurons

rassembler toutes les forces et défendre par tous les moyens l'Union Soviétique. »

— Au Comité central du Parti communiste, le 17 octobre 1935, Maurice Thorez déclare :

« Le seul fait que nous sommes prêts à utiliser les contradictions internationales pour *obtenir dans tous les cas la victoire des armées de l'U.R.S.S.*, signifie que nous envisageons avec beaucoup de raison, avec beaucoup de calme, la *possibilité d'une guerre.* »

— Au VIII^e Congrès national du Parti communiste, en janvier 1936, Marcel Cachin déclare :

« **Etre pour la défense de l'U.R.S.S. par tous les moyens, sur tous les terrains sans en excepter un seul, voilà la règle du Parti communiste... Jamais nous ne céderons sur ce point... Il est impossible de toucher à cette formule fondamentale pour nous.** »

— Ce même Congrès de janvier 1936 se termine par l'envoi à Staline de l'adresse suivante :

« **Nous faisons le serment solennel de contribuer de toutes nos forces et par tous les moyens à la défense et à la victoire de l'U.R.S.S.** »

C'est cette soumission inconditionnelle et obligatoire aux intérêts et aux ordres de l'U.R.S.S. qui explique l'attitude du Parti communiste pendant la guerre.

b) PENDANT LA GUERRE :

La même soumission est plus que jamais la ligne directrice du P.C.

Quand l'U.R.S.S. est l'alliée d'Hitler (1939-41) les communistes sont *pour* les Allemands ; Thorez déserte (1) ; Marty, réfugié à Moscou, écrit dans la *Pravda* (2) : « *Les prolétaires français savent que Staline a raison, que Staline A TOUJOURS RAISON.* »

Les Jeunesses communiste éditent et diffusent clandestinement un papillon qui déclare :

« **La France est notre pays MAIS L'U.R.S.S. est notre PATRIE** » (3).

C'est seulement après l'attaque d'Hitler contre l'U.R.S.S. (1941) que les communistes se retournent *contre* les Allemands (4).

(1) Voir fiche n^{os} 76 et 77 sur Maurice Thorez.

(2) Quotidien officiel du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.

(3) Ce papillon fut affiché partout par les Jeunesses communistes en 1940. Voir M. Ceyrat, *La trahison permanente* (Spartacus, éditeur, Paris 1947), p. 85.

(4) Voir fiche n^o 22 : *C'est l'U.R.S.S. qui a permis la guerre de 1939*, — fiche n^o 3 : *L'U.R.S.S. contre la France*, — et fiche n^o 38 : *Le P.C.F. et les Allemands en 1939-1941.*

c) APRÈS LA GUERRE.

Invariables sur ce seul point, les communistes renouvellent en toutes occasions l'expression de leur soumission inconditionnelle à l'U.R.S.S. et aux ordres de Staline :

— Résolution du bureau politique du P.C.F., le 28 avril 1948 :

« *Le bureau politique prend la résolution de lutter avec fermeté contre toute sous-estimation du rôle décisif et dirigeant de l'U.R.S.S.* »

— Discours du député communiste Garaudy du 17-11-1948 : « *Il existe entre l'U.R.S.S. et nous des liens d'attachement plus puissants et plus profonds que vous ne pouvez l'imaginer.* »

— Maurice Thorez, dans l'*Humanité* du 12 avril 1949 : « *L'attitude à l'égard de l'U. R. S. S. est la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien.* »

— Discours à l'Assemblée nationale du député communiste A. Musmeaux (*Journal officiel* du 4 mars 1950) :

« *Quand vous nous dites que l'U.R.S.S. est notre patrie, ce n'est pas une insulte à notre égard. Nous nous en glorifions et nous en sommes fiers* » (5).

d) CONSÉQUENCE DE CETTE ATTITUDE CONSTANTE : LE PARTI COMMUNISTE SE PRÉPARE A ACCUEILLIR L'ARMÉE ROUGE EN FRANCE.

Dans l'*Humanité* du 25 février 1949, cette déclaration capitale faite par Maurice Thorez à l'Assemblée nationale :

« *Les ennemis du peuple, croyant nous embarrasser, posent la question suivante : « Que feriez-vous si l'Armée rouge occupait Paris ? » Voici notre réponse : Si l'Armée soviétique était amenée à pourchasser l'agresseur jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France, pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que le peuple de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie* » (6).

III. — DANS LE MONDE ENTIER : QUELQUES AVEUX CARACTÉRISTIQUES.

1° — EN TCHECOSLOVAQUIE.

Le 12 décembre 1947, le *Rude Pravo*, organe communiste de Prague, déclare qu'il faut surveiller toute critique à

(5) Et de même, au procès David Rousset, l'écrivain communiste Jean Laffitte (secrétaire général du « Conseil mondial — communiste — de la Paix ») a déclaré qu'il considérerait l'U.R.S.S. comme sa mère et il a ajouté : « *Si vous me demandiez, si ma mère était un assassin, est-ce que vous allez la condamner, — je vous répondrais : ma mère est ma mère et ne sera pas un assassin* ». (Sténographie du procès, audience du 16 décembre 1950, p. 26).

(6) Voir aussi fiche n° 47 : *Le P.C.F. prépare l'occupation russe en France*, et fiche n° 2 bis.

l'égard de l'U.R.S.S., et librer à la police ceux qui en profitent.

— Lettre à Staline du dictateur communiste tchèque Gottwald, publiée dans les *Izvestia* du 24 décembre 1949 :

« Nous sommes conscients du fait que tous nos efforts *auraient été vains* sans votre sollicitude, votre *appui* et vos *conseils*, sans *l'aide du gouvernement soviétique* et du glorieux parti bolchevik. »

— Le 1^{er} septembre 1950, le *Rude Pravo* cite parmi « les objectifs poursuivis par l'école » dans le régime communiste de Tchécoslovaquie : « *éduquer l'enfant dans l'amour envers notre plus grande alliée l'U.R.S.S. et envers le grand Staline.* »

2° — EN POLOGNE :

UN AVEU QUI MET LA FRANCE EN CAUSE.

La déclaration faite le 2 septembre 1948 par le Comité central du Parti communiste polonais reconnaît et explique que l'action communiste dans tous les pays est étroitement dépendante non seulement du gouvernement soviétique, mais encore et très précisément de l'Armée rouge (7) :

« Il est évident que nous n'aurions pu prendre la voie de la démocratie populaire si la *condition essentielle*, l'aide et la puissance de *l'armée soviétique*, nous avait fait défaut. Quel héroïsme avait montré le peuple français... et le P.C.F. : malheureusement on n'aboutit pas en France aux mêmes réalisations que chez nous... Car là-bas, cette *condition essentielle*, *l'entrée de l'Armée rouge*, a manqué, *l'aide directe et la puissance de l'U.R.S.S. ont été absentes* » (8).

3° — EN BULGARIE :

Le poste de secrétaire général du Parti communiste bulgare étant resté vacant quinze mois après la mort de Dimitroff ; en novembre 1950, V. Tchervenkov a été « élu » à ce poste.

Voici pourquoi, d'après le journal communiste bulgare *Oléchtchévnen Front* du 12 novembre 1950 :

(7) Déclaration reproduite dans la publication doctrinale officielle du P.C. polonais, *Nowe Drogi*, 1948.

(8) Le regret que l'Armée rouge n'ait pas pu encore venir en France pour mettre le P.C.F. au pouvoir est exprimé sans fard dans un texte soviétique encore plus officiel : la lettre adressée à Tito le 4 mai 1948 par le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., c'est-à-dire en fait rédigée par Staline (lettre publiée dans le numéro de septembre-octobre 1949 du *B.E.I.P.I.*, 354, rue St.-Honoré, Paris). Voici ce passage capital : « *Le P. C. yougoslave ne doit sa réussite qu'au fait que l'armée soviétique crea en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par les communistes. Nous regrettons que l'armée soviétique n'ait pu de la même façon aider les P.C. italiens et français* ». Voir fiche n° 2 bis : *Questions aux communistes sur l'occupation russe de la France.*

« Il l'a mérité par son aptitude à comprendre les enseignements du grand Staline, ce qui lui permet de mener le Parti, le Peuple et la Patrie. »

4° — EN CHINE :

Dépêche de l'agence communiste *Ceteka*, en provenance de Pékin, reproduite dans la *Praca* communiste du 15 novembre 1950 :

« Il n'est pas de province chinoise où le concours désintéressé (sic) des spécialistes soviétiques n'ait aidé le peuple chinois à préparer des lendemains meilleurs. »

IV. — DEUX TEMOIGNAGES.

I. — L'ambassadeur Jean Herbette, représentant de la France à Moscou écrit, le 2 avril 1928, au Quai d'Orsay :

« Quand Moscou donne des instructions aux communistes des autres pays, c'est pour faire les affaires du gouvernement établi en U.R.S.S. »

« Le mouvement communiste est assisté par un gouvernement étranger qui le met au service de ses propres intérêts. »

« Il y a collusion permanente entre les services chargés en U.R.S.S. de préparer la guerre et ceux qui sont chargés de préparer la révolution dans les autres pays. »

II. — El Campesino, chef communiste pendant la guerre civile espagnole, réfugié à Moscou en été 1939 et évadé d'U.R.S.S., raconte (9) comment le gouvernement soviétique se reconnaissait le droit d'annexer purement et simplement les communistes espagnols :

« On considérait qu'ayant servi la cause du communisme en Espagne sous la direction des Russes, nous avions perdu notre qualité d'Espagnols et que nous étions soumis à l'autorité politique et militaire du Kremlin. »

« Nous autres Espagnols, qui avons fait nos preuves en Espagne au service du communisme et du Kremlin, nous étions destinés à être les chefs de l'Armée rouge service de la révolution mondiale. »

CONCLUSION

Le Parti communiste, c'est la mainmise totale de l'U.R.S.S. sur la France.



(9) El Campesino, *La vie et la mort en U.R.S.S.* (Pion 1950).